



uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

**FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES
ET POSTDOCTORALES**



**FACULTY OF GRADUATE AND
POSTDOCTORAL STUDIES**

Christine Beauchamp

AUTEUR DE LA THÈSE / AUTHOR OF THESIS

M.A. (sociologie)

GRADE / DEGREE

Département de sociologie

FACULTÉ, ÉCOLE, DÉPARTEMENT / FACULTY, SCHOOL, DEPARTMENT

Une armée européenne à définir

TITRE DE LA THÈSE / TITLE OF THESIS

Joseph-Yvon Thériault

DIRECTEUR (DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS SUPERVISOR

CO-DIRECTEUR (CO-DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS CO-SUPERVISOR

EXAMINATEURS (EXAMINATRICES) DE LA THÈSE / THESIS EXAMINERS

D. Arel

P. Couton

Gary W. Slater

Le Doyen de la Faculté des études supérieures et postdoctorales / Dean of the Faculty of Graduate and Postdoctoral Studies

Une armée européenne à définir

par Christine Beauchamp

Thèse soumise à la
Faculté des études supérieures et postdoctorales
dans le cadre des exigences
du programme de maîtrise en sociologie

Département de sociologie
Université d'Ottawa

© Christine Beauchamp, Ottawa, Canada, 2007.



Library and
Archives Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Published Heritage
Branch

Direction du
Patrimoine de l'édition

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file *Votre référence*
ISBN: 978-0-494-32436-3
Our file *Notre référence*
ISBN: 978-0-494-32436-3

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.


Canada

TABLE DES MATIÈRES

<i>LISTE DES TABLEAUX</i>	<i>iv</i>
<i>LÉGENDE DES ACRONYMES</i>	<i>v</i>
<i>LÉGENDE DES ACRONYMES</i>	<i>v</i>
<i>RÉSUMÉ</i>	<i>vii</i>
<i>REMERCIEMENTS</i>	<i>viii</i>
<i>INTRODUCTION</i>	<i>1</i>
<i>Les nouvelles menaces du XXI siècle</i>	<i>1</i>
L'Europe menacée	4
L'Europe et son armée	5
La réflexion	8
<i>PARTIE 1</i>	<i>10</i>
<i>Une alliance militaire prédite dans l'histoire</i>	<i>10</i>
L'Europe réunifiée	11
Le front froid de l'Est	16
L'échec des Balkans	21
La politique étrangère et de sécurité commune	26
L'invasion divisionnaire de l'Irak	28
Une alliance inatteignable?	32

<i>PARTIE 2</i>	34
<i>Les obstacles au projet</i>	34
Un faux manque de ressources	35
Une logistique gérable	38
Un engagement nécessaire	40
Contrepoids ou médiation	46
Une Europe postmoderne	52
Le dépassement du territoire	58
Le paradoxe de l'armée nationale	65
<i>Une réponse sociologique</i>	67
L'essence européenne et la territorialité	68
Une menace interne	71
L'insécurité européenne	76
La responsabilité des États	81
<i>CONCLUSION</i>	90
<i>Vulnérabilités et conscience</i>	90

LISTE DES TABLEAUX

Figure 1 : Dix plus importants budgets militaires nationaux _____	36
Figure 2 : Dépenses militaires européennes _____	37

LÉGENDE DES ACRONYMES

AELE : Association européenne de libre-échange

AP : Autorité Palestienne

CECA : Communauté européenne du charbon et de l'acier

CED : Communauté européenne de défense

CEE : Communauté économique européenne

CEEA (ou Euratom) : Communauté européenne de l'énergie atomique

ECU : *European Currency Unit*

EUFOR : Force militaire de l'Union européenne

GICM : Groupe islamique combattant marocain

OCDE : Organisation de coopération et de développement économique

OECE : Organisation européenne de coopération économique

ONU : Organisation des Nations-unies

OSCE : Organisation pour la sécurité et la coopération de l'Europe

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PESC : Politique étrangère et de sécurité commune

PESD : Politique européenne en matière de sécurité et de défense

RFA : République fédérale d'Allemagne

SACEUR : Commandant suprême des forces alliées en Europe

SFOR : Forces de sécurité de l'OTAN

SME : Système monétaire européen

UCK : Armée de libération du Kosovo

UE : Union européenne

UEO : Union de l'Europe Occidentale

RÉSUMÉ

Le travail suivant propose d'examiner le problème posé par le concept de l'armée européenne. Toujours inachevé, ce projet apparaît encore pour plusieurs Européens comme la suite logique de leur Histoire. Pourtant, il n'avance pas. Ce travail, qui se veut sociologique dans son étude de la question, proposera que les racines de la non-réalisation du projet de l'armée européenne se logent plus dans des phénomènes sociaux que dans des difficultés politiques. En étalant le cours de l'histoire militaire européenne récente, il sera avancé que l'histoire et la politique européennes de la deuxième moitié du XX^e siècle auront favorisé la création d'une armée commune. Dans une deuxième partie, des facteurs s'apparentant plutôt à la philosophie politique viendront renforcer le projet de l'armée commune. Ce travail conclura que ce sont surtout des facteurs sociaux liés à l'insécurité des citoyens qui sont à la base de l'attachement paradoxal des Européens à une défense nationale.

REMERCIEMENTS

Je suis particulièrement reconnaissante envers Ingrid Ledrou et Bernard Paquet qui, au cours des dernières années, ont mis leur vaste bibliothèque à ma disposition. Ils ont su me transmettre leur vive passion pour la sociologie et la science politique.

Je tiens à remercier mon directeur de thèse, Joseph-Yvon Thériault, pour avoir accepté d'explorer avec moi ce sujet fascinant.

Je remercie également les membres de mon jury, Philippe Couton et Dominique Arel, qui m'ont apporté d'intéressantes pistes de recherche.

Enfin, tout simplement, j'aimerais remercier ma famille pour soutien moral.

INTRODUCTION

Les nouvelles menaces du XXI^e siècle

Le 7 juillet 2005, des explosions terroristes dans les transports londoniens tuaient 56 personnes et en blessaient sept cent autres. Dans un rapport publié le 11 mai 2006, le Parlement britannique a annoncé que rien n'aurait pu empêcher ces attentats car la commission d'enquête sur la question avait établi que le pays souffrait d'un important manque de moyens de services de sécurité. C'est un constat inquiétant, surtout pour ceux dont les attaques rappelaient douloureusement celles survenues à Madrid l'année précédente.

L'avènement du XXI^e siècle aura certainement apporté son lot de préoccupations en matière de sécurité. Le monde occidental ayant été le théâtre d'événements inquiétants, les efforts déployés pour garantir la protection des nations ciblées n'ont jamais été aussi évidents. L'Europe occidentale, particulièrement touchée par de récentes crises, a dû innover dans ses tactiques de défense nationale. La réaction européenne a été différente selon les États et les affiliations, tantôt sous forme de collaboration avec les États-Unis dans leurs efforts de guerre, tantôt fidèle aux intérêts du vieux continent. Peu importe la stratégie employée, le but ultime demeure la sauvegarde du territoire et la paix d'esprit de ses habitants. Il est de plus en plus apparent depuis la prise de conscience des nouvelles formes de menace que les nations européennes devaient se prêter main forte dans l'espoir de contrer les dangers extérieurs.

Les menaces engendrées par la présence de plus en plus accrue du terrorisme international ont poussé les nations occidentales à accentuer leurs mesures de sécurité. L'Europe, fortement touchée par l'ennemi invisible, est devenue très vulnérable aux attentats. L'ouverture de ses frontières et l'élargissement de son territoire lui ont certes permis de voir croître ses capacités économiques et politiques, mais cela l'a rendue encore plus exposée aux menaces. On aurait tendance à croire que le rassemblement des États européens dans une même zone ouverte les pousserait également à mettre en commun leur défense, afin d'assurer avec une plus grande force la sécurité de leurs citoyens. Cependant, malgré la menace imminente à leurs portes, les États européens demeurent toujours réticents à engager leurs ressources militaires dans un même effort.

La question d'une défense européenne commune n'est pas nouvelle. Les efforts datent d'aussi loin que 1954, quand se dessinait déjà une tentative ambitieuse de créer une Communauté européenne de défense. Dans *Paix et guerre entre les nations*, écrit en 1961, Aron défend l'alliance militaire des nations européennes. Compte tenu du contexte de l'époque, son soutien pour l'OTAN se comprend. Il prévient qu'une attitude individualiste de la part des nations européennes en ce qui concerne la protection commune de l'Europe ne peut résulter qu'en un avantage pour l'adversaire. Seule une coopération mutuelle de défense est souhaitable pour la sécurité de l'Europe. Il est donc erroné de croire que la proposition de la mise en commun des ressources militaires n'a commencé qu'avec les inquiétudes provoquées par la dissolution de l'Union soviétique. C'est tout le contraire, la fin de la guerre froide n'aurait qu'accentué un débat déjà présent. L'ingérence militaire des États-Unis dans les conflits d'Europe aurait dû

pousser davantage la concrétisation du projet militaire européen, surtout suite à l'amalgame des symboles européens (marchés, monnaies, etc.). Cependant, il est évident que l'Europe manque de volonté politique quant à la création d'une armée européenne et c'est cette question qui se répond par les explications telles la nouvelle mission civilisatrice de l'Europe, son rôle de médiateur, ou l'angoisse de son peuple.

À la lumière de ce constat, on peut donc se poser la question suivante :

Si la théorie militaire depuis les débuts de l'Europe (i.e. l'Union européenne) laissait supposer la création d'une éventuelle armée européenne, qu'est-ce qui explique le manque apparent de volonté européenne dans ce projet?

Le question de ce travail, a priori « négative » car elle explore l'absence d'un phénomène, propose donc de trouver une réponse au problème posé par le concept de l'armée européenne. Toujours inachevé, ce projet a été mis de l'avant depuis des décennies et apparaît encore pour plusieurs Européens comme une suite logique dans l'histoire de la création européenne. Il répond, pour n'en citer que quelques-uns, aux critères d'ouverture des frontières, de mise en commun des ressources, de dépassement de l'État-nation. L'histoire militaire européenne du XX^e siècle semble avoir fait la promotion d'une plus grande cohésion entre armées du continent européen; pourtant, le projet n'avance pas. Les excuses sont nombreuses mais peu d'entre elles expliquent réellement pourquoi au juste les Européens ne se défont

pas d'une institution si nationale dans une Union qui l'est décidément de moins en moins.

Ce travail se veut sociologique dans son étude de la question. A priori de nature politique, l'étude proposera que les racines de la non réalisation du projet de l'armée européenne se logent plutôt dans des phénomènes sociaux que dans des difficultés politiques. En étalant le cours de l'histoire militaire et les débats quant à l'implication des Européens dans les conflits armés, il sera même avancé que l'histoire et la politique européennes de la deuxième moitié du XX^e siècle auront favorisé la création d'une armée commune. D'autres facteurs s'apparentant plutôt à la philosophie politique qui méritent d'être mentionnés – tels la vision européenne auto-décernée d'une union postmoderne, le rejet des principes de la guerre moderne, ou la prise de conscience que la solidarité entre États mène à un plus grand succès – renforcent plutôt que découragent le projet de l'armée commune. Ce travail proposera alors que ce sont surtout des facteurs sociaux, à savoir l'insécurité des citoyens et la perception de la menace comme facteur interne, qui sont à la base de l'attachement paradoxal à une défense nationale.

L'Europe menacée

Tout d'abord, entendons-nous : l'Europe aux prises de menaces terroristes étudiée dans ce travail est l'Europe occidentale et, plus précisément, celle que constituent les pays membres de l'Union européenne. La raison pour ceci est qu'il est plus facile de tracer son évolution dans l'histoire en tant qu'entité émergente.

D'autant plus, l'Union européenne représente un tout politique et économique qui s'exprime souvent d'une seule voix. Ainsi, lorsque sera présenté le point de vue « européen », seules les publications officielles de l'Union européenne ou de ses États membres seront considérées.

L'Europe et son armée

Actuellement, on définit les forces armées comme celles que constitue un État pour mettre en œuvre sa politique de défense nationale. « *Leur mission première est d'assurer la sécurité de l'État, la défense de ses intérêts et la protection de ses populations et territoires vis-à-vis d'une menace extérieure.* »¹ Dans certains pays, l'armée est appelée à jouer un double rôle de policier et de sécurité intérieure. Dans tous les cas, l'armée moderne, c'est celle qui incarne la pure expression wébérienne du monopole de la violence par l'État. L'armée de métier obtient sa puissance et sa direction de l'État qu'elle sert et elle est le propre de l'État-nation. Ainsi, pour les détracteurs de l'armée commune européenne, on pourrait donc affirmer que l'armée dans son ensemble est indissociable du pays auquel elle est assignée.

Toutefois, rien ne serait plus loin de la vérité. L'histoire du continent européen contredit cette croyance et démontre que l'État a rarement été le détenteur du monopole de la violence. L'État en tant que gouvernement, d'ailleurs, n'est apparu qu'au cours des quatre cent dernières années, un temps relativement court dans

¹Wikipédia, *Armée*, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Armée>

l'ensemble de l'histoire européenne. Par conséquent, la concentration des forces armées composées d'un peuple homogène et sous le commandement d'un seul souverain est un concept plutôt nouveau. Historiquement, des groupes de défense transnationaux ont été répandus sur le continent et, dans la plupart des cas, étaient très efficaces.

Qu'on se le répète, l'armée commune européenne est loin d'être impensable. Qu'il eut s'agit de l'Empire romain, l'Empire napoléonien ou même du récent Empire britannique, les membres des plus grandes armées d'Europe ont souvent été recrutés de tous les peuples du vieux continent. Au Moyen-Âge, il n'était pas rare que des seigneurs engagent des soldats de toutes les nationalités pour mener une petite campagne militaire personnelle. Les combattants demeuraient loyaux envers leur employeur et, en tant que professionnels, offraient leurs services et expérience aux plus offrants. Cependant, une fois la mission accomplie et les coffres vidés, ces hommes spécialisés dans le maniement des armes se retrouvèrent pour la plupart sans logis, ni profession. Plusieurs d'entre eux se réunirent donc pour former des « compagnies » (de l'italien *con pane*, pour indiquer qu'elles offraient leurs services en échange de pain)². Naturellement, les employeurs préféraient louer les services de tout un groupe que de recruter des mercenaires individuellement.

Ces groupes d'hommes d'origines différentes contrastaient certes avec la hiérarchie sociale rigide de l'époque féodale. Néanmoins, ces combattants qualifiés étaient bien organisés et hautement efficaces. La plupart des combats menés pendant la Guerre de Cent Ans (1337-1453) furent livrés par de telles compagnies. Quand les combats se terminaient, les soldats réclamaient de l'argent aux villageois

² Singer, Peter Warren, *Un métier vieux comme le monde*, Le Monde diplomatique, novembre 2004.

en échange de l'assurance de leur protection. Évidemment, on refusait que très rarement de payer la compagnie victorieuse, de peur que ses membres ne décident de mettre le feu au village et piller les demeures.

Conséquemment, les compagnies régnaient dans des régions d'Europe pendant des années. Pour les chefs d'États de l'époque, ces compagnies mixtes représentaient une menace à leur souveraineté nationale. Au XIV^e siècle, le roi français Jean II le bon décida de mettre un terme aux activités de toutes les compagnies indépendantes d'Europe. Les différentes unités mirent alors leurs forces en commun et s'unirent pour former une grande armée paneuropéenne. Ensemble, elles écrasèrent les troupes royales à la bataille de Brignais (1362).

Cette défaite causa tout un émoi chez les dirigeants. Les rois de France investirent dans de grandes campagnes militaires contre l'Espagne et la Hongrie dans le seul but de garder les compagnies occupées et éloignées. Elles étaient très puissantes et auraient certainement pu continuer à dominer les champs de bataille européens, ne fût-ce qu'elles ne se soient jamais doté d'un réel plan politique pour les rassembler et empêcher leur démantèlement éventuel. En 1445, le roi Charles VII réussit à convaincre la bourgeoisie de contribuer au versement d'un salaire périodique aux soldats des compagnies. Plutôt que de louer les services de mercenaires, le roi établit la première armée régulière d'Europe. La grande armée moderne française fut donc composée à l'origine de Germains, d'Écossais et d'Italiens – un mélange plutôt étonnant pour une armée qui plus tard aura parfois été considérée comme l'une des plus nationaliste d'Europe.

La réflexion

Évidemment, la réalité actuelle est quelque peu différente. C'est pourquoi la première partie de ce travail présentera surtout les événements et faits marquants de la deuxième moitié du XX^e siècle et leur importance quant à l'établissement d'une alliance militaire réelle en Europe occidentale. Il sera débattu que l'Histoire contemporaine renforce et encourage une fusion militaire. L'étude de la situation militaire et politique en Europe occidentale depuis la fin de la Seconde guerre mondiale montrera le chemin qu'a pris l'Europe pour se rendre à l'Union européenne. Cette union, d'abord économique, a été marquée d'une longue discussion sur une coopération militaire et de sécurité. Les situations qui ont mis la sécurité de l'Europe occidentale en question – telles la Guerre froide, les affrontements dans les Balkans, ou les attentats terroristes – viendront souligner l'importance d'une défense commune sur le territoire européen. Il sera par la suite brièvement énoncé que, malgré tous les facteurs historiques qui soutiennent un accroissement de la collaboration militaire en Europe occidentale, cette dernière tarde toujours à concrétiser son projet depuis longtemps annoncé.

Suite à cette première partie, une seconde exposera les obstacles politiques évoqués pour expliquer la non-réalisation de ce projet. Plusieurs d'entre eux, d'abord de nature économiques et logistiques, seront examinés et ensuite qualifiés de réponses insatisfaisantes. On verra pourquoi l'Europe a intérêt à s'investir dans un projet de défense commune et on tentera de savoir pourquoi elle n'y parvient pas. Nous examinerons le rôle que joue l'Europe sur la scène internationale et comment elle s'impose dans la résolution des conflits mondiaux et régionaux.

Certains points de vue sur la mission que se donne actuellement l'Union européenne apporteront des réponses partielles quant à l'attitude des peuples européens envers les questions de sécurité commune. Nous terminerons cette deuxième partie avec la vision que l'Europe a d'elle-même, de ses citoyens et de son territoire. La nature même de la guerre ayant changé, il sera argumenté que la menace elle aussi a pris une autre forme aux yeux des Européens.

C'est cette conclusion qui mènera à la troisième et dernière partie de ce travail, soit l'hypothèse selon laquelle la source de la réticence à mettre en commun les ressources militaires réside en fait dans des raisons sociologiques. Plus précisément, ce sont les thèmes d'insécurité, d'immigration et d'intégration qui seront étudiés pour tenter de porter une réponse de nature différente à un débat traditionnellement du domaine de la politique. Il sera expliqué que l'insécurité dont souffrent les citoyens d'Europe face à l'ennemi invisible déjà implanté dans leur société les incite à réclamer une protection à plus petite échelle. La sécurité locale étant plus importante à leurs yeux que la sécurité globale, les Européens ne sont pas encore en mesure d'appuyer le projet de l'armée commune, même si cela ne signifie pas qu'ils s'y opposent. Enfin, dans la conclusion, nous continuerons cette réflexion et toucherons davantage au projet éventuel de l'armée de l'Union européenne.

PARTIE 1

Une alliance militaire prédite dans l'histoire

« L'idée selon laquelle l'Union européenne devrait s'exprimer d'une seule voix sur la scène mondiale est aussi vieille que le processus d'intégration européenne lui-même. Pourtant, au fil des années, l'Union a accompli davantage de progrès dans la création d'un marché et d'une monnaie uniques que dans la conception d'une politique étrangère et de sécurité commune. Les mutations géopolitiques qui ont suivi l'effondrement du communisme et les crises régionales qui ont touché notamment les Balkans ont toutefois conduit les membres de l'Union européenne à redoubler leurs efforts pour s'exprimer et agir de concert. »³

Il semble approprié de commencer par un énoncé de l'Union européenne sur le sujet. On y voit par cet énoncé le désir manifeste des Européens de renforcer leurs mécanismes de sécurité. On note également la prise de conscience qu'il est impératif de maintenir la paix et d'empêcher l'éclat de combats armés. De plus, cette citation exprime en quelques lignes les points saillants du chemin parcouru par l'Europe en matière de défense. On y trouve résumés les points importants de l'histoire contemporaine de défense européenne commune, à savoir la création de l'Union, la menace représentée par le bloc soviétique et l'échec militaire des Balkans. D'autres éléments tout aussi essentiels seront exposés par la suite.

³ EUROPA, *Politique étrangère et sécurité*, mars 2006, http://europa.eu/pol/cfsp/overview_fr.htm.

L'unification de l'Europe avait comme objectif, entre autres, d'établir une paix et sécurité accrues.⁴ À l'heure actuelle, il est évident que l'Europe a fait un chemin incroyable sur le plan économique mais des efforts restent encore à être accomplis dans domaine de la sécurité. Depuis longtemps, plusieurs alliances et projets de défense commune ont été proposés. Si l'on étudie de près l'histoire de l'Europe après le Seconde guerre mondiale, on remarquera que les événements marquants progressent vers une éventuelle armée européenne qui, pourtant, fait toujours défaut.

Cette première partie propose d'examiner les éléments historiques qui soutiennent la création d'une armée européenne unique. Tout d'abord, on dressera le début de cette évolution historique avec les alliances militaires et politiques qui ont été réalisées après la Seconde guerre mondiale. Celles-ci auraient dû marquer le lancement du projet de l'armée commune. Ensuite, on étudiera les conséquences de la situation tendue de la guerre froide, la dissolution de l'Union soviétique et les situations géopolitiques problématiques entre différents Européens qui auraient dû soutenir davantage la mise en commun des ressources militaires.

L'Europe réunifiée

La fin de la Seconde guerre mondiale a laissé une Europe libérée, certes, mais ruinée par des années de combats intenses. Lorsque s'entame la deuxième

⁴ L'Union européenne se serait construite pour les raisons suivantes : la paix, la sécurité, la solidarité économique et sociale, et pour devenir un modèle de société. (Fontaine, 2003)

moitié du XX^e siècle, l'Europe est meurtrie et ses citoyens sont décidés à ne plus être témoins de conflits armés sur leur territoire. Des efforts jusqu'alors impensables sont mis de l'avant pour rassembler les pays d'Europe occidentale et finalement enrayer les conflits entre nations européennes. L'Europe met donc de l'avant des propositions d'alliances et d'unification – les plus importantes étant l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et la création de l'Union européenne (UE) – afin d'assurer la paix et la sécurité de ses membres.

Avant le début de la guerre, le monde connaissait six grandes puissances militaires : la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Union soviétique, le Japon et les États-Unis. La Grande-Bretagne, malgré sa position victorieuse, est épuisée par six années de mobilisation dans la guerre. La France, vaincue avec facilité au début de la guerre, affaiblie par l'occupation allemande et divisée par la collaboration de certains de ses citoyens avec les forces d'occupation, perd son statut de grande puissance. Quant au Japon et à l'Allemagne, ils sont complètement détruits. Il ne restent alors que les États-Unis et l'Union soviétique dont les armées sont suffisamment solides pour subsister de manière autonome. En effet, par rapport au reste du monde, ces deux nouvelles superpuissances se retrouvent dans une position si avantagee sur le plan militaire qu'elles se méfieront dès lors de l'expansion de l'une et l'autre nation.

C'est peut-être la constatation de la puissance accrue des États-Unis qui inspire Winston Churchill en 1946 à prononcer un discours évoquant « les États-Unis d'Europe. » Toutefois, la position affaiblie de l'Europe l'incite à accepter l'aide financière offerte par les Américains sous la forme du Plan Marshall. Pour répartir les fonds à la reconstruction de l'Europe, l'Organisation européenne de coopération

économique (OECE) est créée en 1948. C'est une première alliance européenne – économique, certes – mais indicative des organisations à venir.

Comme de fait, la confrontation de l'Occident avec l'Empire russe, depuis longtemps prédite par Tocqueville, convainc l'Europe occidentale de se joindre aux États-Unis et au Canada en 1949 pour former le Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).⁵ L'alliance militaire a d'abord comme objectif de compenser les lacunes unitaires causées par les tensions d'après-guerre encore très présentes entre pays européens. On craint des éventuelles représailles allemandes en plus de la menace communiste. C'est donc à l'OTAN que revient le mandat d'assurer la sécurité du territoire européen, surtout suite à une méfiance accrue de l'Europe face aux pouvoirs de l'Organisation des Nations unies (ONU) qui voit ses initiatives de paix internationale bloquées par de multiples vetos soviétiques.⁶ Par conséquent, les États membres de l'OTAN acceptent le 4 avril 1949 de s'engager dans l'instauration de structures politiques et militaires qui serviront à la préservation de la paix en Europe.

Notons que la création de l'OTAN n'est qu'un des grands projets d'unification de l'heure. Entre 1945 et 1950, des hommes d'État tels Robert Schuman, Konrad Adenauer, Alcide de Gasperi et Winston Churchill, tentent de propager cette idée qu'une Europe de l'Ouest unie par des valeurs et intérêts communs est favorable au

⁵ À l'époque, les pays européens membres de l'OTAN sont la Belgique, le Danemark, la France, l'Italie, l'Islande, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Unis. S'ajoutent également à l'Alliance les États-Unis et le Canada. La Grèce et la Turquie adhèrent à l'organisation peu après sa création (1952), ainsi que la République fédérale allemande (1955).

⁶ Wikipédia, *Organisation du Traité de l'Atlantique Nord - OTAN*, http://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_du_trait%C3%A9_de_l'Atlantique_Nord

devenir des pays membres de cette alliance.⁷ Le 9 mai 1950, le ministre français des affaires étrangères Robert Schuman, inspiré par une idée de Jean Monnet, propose la création d'une Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). La mise en commun des ressources de charbon et d'acier s'établit d'abord entre la France et l'Allemagne mais l'initiative est ouverte aux autres pays d'Europe. La CECA peut paraître anodine dans une Europe qui plus tard sera connue pour ses accords économiques internes, mais elle constitue une étape importante dans la diplomatie européenne. Le charbon et l'acier, qui avaient servi à soutenir l'effort de guerre, devenaient maintenant des instruments désignés à la réconciliation et au rétablissement de la paix entre ces mêmes pays qui s'étaient confrontés à peine cinq ans plus tôt.

Le 18 avril 1951, l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas signent le traité de Paris instituant la première CECA. Quelques années plus tard, soit le 25 mars 1957, ces six pays signent le traité de Rome créant la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA), ou Euratom. Le traité de Rome entre alors en vigueur le 1 janvier 1958. Quant aux autres pays d'Europe occidentale, ils considèrent également établir une entente en eux qui serait semblable à la CECA. Le 4 janvier 1960, l'Autriche, le Danemark, la Grande-Bretagne, la Norvège, la Suède, la Suisse, le Portugal se regroupent pour former l'association européenne de libre-échange (AELE) qui entre en vigueur le 3 mai 1960.

⁷ Fontaine, Pascal, *Douze leçons sur l'Europe*, EUROPA, octobre 2003, sur le site http://europa.eu/abc/12lessons/index1_fr.htm

Au cours des années suivantes, le précurseur de l'Union européenne continue d'évoluer. En 1960, on signe un traité instituant l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE) qui remplace l'OECE. On discute de plus en plus la possibilité non seulement d'établir des ententes économiques mais politiques entre les six pays de la CEE, notamment sous l'initiative du Plan Fouchet.⁸ D'autres pays convoitent une carte de membre à la Communauté et posent leur candidature. En 1963 et 1967, le général de Gaulle impose deux fois son veto à l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun, mais celle-ci est enfin acceptée en 1969 aux côtés du Danemark, l'Irlande, la Norvège.⁹ Le Danemark, le Royaume-Uni et l'Irlande rejoignent officiellement la CEE en 1973.

À l'époque, on ne pouvait sûrement pas prévoir le plein potentiel de la CEE. On y voyait tout simplement un moyen pour quelques pays d'Europe occidentale de se remettre tranquillement sur pied des pertes de la guerre. Mais l'accord conclu entre ces États évoque beaucoup plus que cela : il marque le début d'une forte alliance entre nations partageant des valeurs communes. Ce sont d'ailleurs autour de ces valeurs que les Européens (ceux de l'Union européenne) s'identifient aujourd'hui. D'une certaine façon, ces valeurs sont à la source de la redéfinition de la position que tient l'Europe sur la défense de son territoire. Le rapport qu'entretiennent les Européens aux valeurs et leur influence sur la manière de gérer la sécurité du continent seront élucidés davantage dans les parties qui suivent.

⁸ Cette initiative, présidée par le gaulliste Christian Fouchet, est à l'origine de la création d'une commission d'études du même nom. Son rôle était de présenter des propositions destinées à donner « un caractère statutaire à l'union de leurs peuples » (conférence de Bonn, 18 juillet 1961).

⁹ Le 26 septembre 1972, le peuple norvégien refuse par référendum l'adhésion.

Le front froid de l'Est

Encore après la fin de la Seconde guerre mondiale, la montée du sérieux de la menace communiste pèse de plus en plus lourd sur l'Europe de l'Ouest. Les pays d'Europe occidentale regardent l'expansion de l'Union soviétique vers l'Europe centrale d'un œil inquiet. Certes, les plans d'instituer l'OTAN apportent leurs promesses, et avec elles le ralliement de l'une des deux seules superpuissances du côté des Européens. Toutefois, on commence déjà à penser à la formation d'un groupe armé dans lequel les États-Unis n'auraient pas toujours le dernier mot dans le processus décisionnel. En effet, on craint l'énorme influence politique et militaire des Américains qui entrent dans cette époque d'après-guerre plus solides que jamais.

Ainsi, une première étape historique pour établir un système de défense strictement européen se traduit par la signature du Traité de Bruxelles par la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni le 17 mars 1948. Cette date marque alors la naissance de l'accord sur l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) qui sera amendé et complété par un Protocole signé à Paris le 23 octobre 1954.¹⁰ L'emphase est mise sur la défense militaire de l'Europe occidentale, avec l'engagement de participer à toute agression armée qui se produirait sur le territoire de l'un des signataires.

L'Organisation de Traité de Bruxelles instaure un plan de défense commune entre pays de l'Europe occidentale qui comprend l'intégration de défenses

¹⁰ Union de l'Europe Occidentale, *Historique de l'UEO*, sur site http://www.weu.int/index_fr.html

aériennes ainsi que l'organisation de commandements interalliés.¹¹ En principe, cette organisation ressemble de plusieurs manières à la plus célèbre Alliance de l'Atlantique nord, si bien qu'en décembre 1950, au moment où le général Eisenhower est nommé Commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), « les puissances signataires du Traité de Bruxelles décidèrent d'intégrer leur organisation militaire à l'OTAN, qui était devenue le pivot du système de sécurité de l'Europe occidentale et de l'Atlantique Nord. »¹²

À l'époque, la République fédérale d'Allemagne (RFA) ne faisait ni partie de l'UEO, ni de l'OTAN. La France, qui considérait la RFA comme membre essentiel à l'instauration des structures de sécurité européennes naissantes, suggère en octobre 1950 que soit mis sur pied une armée européenne qui agirait dans un cadre défini par l'Alliance. C'est alors qu'on propose de créer la Communauté européenne de défense (CED). L'ambitieuse initiative instituée par le Traité de Paris, est adoptée le 27 mai 1952 par les gouvernements de la France, l'Italie, la République fédérale allemande et le Benelux. Cependant, le projet échoue en août 1954, quand les gouvernements italiens et français refusent de ratifier le traité. Moins de dix ans après la fin de la Seconde guerre mondiale, les États d'Europe occidentale sont toujours réticents à établir une armée qui comprendrait une Allemagne réarmée.

Néanmoins, si l'on voulait d'une Europe pacifiée et bien défendue de la menace communiste, il fallait trouver un autre moyen d'intégrer la République fédérale d'Allemagne, qui se trouvait aux frontières de l'Europe de l'Est aliénée, dans un système de sécurité européenne. C'est ainsi qu'en 1954, les accords de

¹¹ *ibid.*

¹² *ibid.*

Paris prévoient l'invitation de la République fédérale d'Allemagne et de l'Italie à adhérer à l'Union de l'Europe occidentale (UEO). L'année suivante, la RFA est intégrée également dans l'OTAN.

Les alliances politiques et stratégiques progressaient donc de façon positive. L'Europe était décidée à l'époque de ne plus jamais revivre les horreurs de la Seconde guerre mondiale, encore moins sur son continent. Les accords, qu'ils soient de nature économique ou militaire, avaient ainsi toute une portée symbolique et promettaient l'établissement d'une paix durable entre pays d'Europe occidentale. Il est possible d'affirmer que ces développements poussaient l'Europe de plus en plus vers un projet d'armée commune.

En dépit du fait que la fin de la Seconde guerre mondiale l'ait laissée dans une position précaire, la France se méfie de plus en plus des États-Unis qui, grâce aux ententes conclues, voient leur puissance resurgir. Peu après la création de l'OTAN, la France conteste et rejette la dépendance envers les États-Unis, une puissance qu'elle voit émerger comme dominante au sein de l'Alliance. En 1966, le général de Gaulle critique le système militaire intégré qu'il perçoit comme un moyen de priver la France de son indépendance en matière de défense, compromettant ainsi l'indépendance de sa politique étrangère.¹³ En s'engageant dans l'intégration, la France devait accepter le risque de se voir entraînée dans un conflit dont elle ne voudrait pas, une condition qu'elle n'était pas prête à assumer.

Qu'est-ce qui explique ces revirements français? À l'époque, Raymond Aron soutient que ces refus de coopération internationale sont en réalité des échecs de la

¹³ De la Gorce, Paul-Marie, *Retour honteux de la France dans l'OTAN*, Le Monde diplomatique, janvier 1996.

guerre froide.¹⁴ Par exemple, le refus de ratifier la CED par le gouvernement français prenait également source dans un conflit interne à l'Assemblée Nationale française entre communistes et gaullistes. « Les critiques gaullistes portent sur l'inexistence d'une Europe politique et le placement de la CED sous tutelle de l'OTAN. Les critiques communistes portent sur l'impérialisme hégémonique du camp Occidental, symbolisé par l'attitude belliciste de l'OTAN qui, en accentuant la division des deux Allemagnes, cherche à isoler le camp des démocraties d'Europe orientales. »¹⁵

En 1961, Raymond Aron avance lui aussi l'idée d'un renforcement militaire entre États européens. Dans *Paix et guerre entre les nations*, Aron se présente comme un ardent défenseur de l'OTAN alors que la menace de l'Union soviétique pèse lourd sur le devenir de l'Europe. Aron met en garde qu'un affaiblissement des efforts militaires entre États européens ne peut que se traduire en avantage pour l'ennemi. De plus, un désintérêt pour l'armée et la défense nationale tel qu'il est manifesté par certains pays européens à l'époque donnera la suprématie militaire à la seule nation à vraiment s'y investir, en l'occurrence les États-Unis, qui verront leur influence décisionnelle accroître au point de pouvoir écarter toute opposition des autres nations membres de l'Alliance. En d'autres mots, lors de conflits en matière de déploiement de ressources militaires, un seul État pourrait donc imposer sa volonté sur le groupe entier. En effet, il est facile de le constater, la présence de l'armée américaine est ancrée de façon permanente sur le territoire européen et les

¹⁴ Aron, Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, Paris, 1964, p. 492.

¹⁵ *ibid.*

habitants du continent deviennent de plus en plus dépendants des États-Unis pour assurer leur sécurité.

Comme pour faire écho aux inquiétudes d'Aron, les Européens mettent en œuvre, au cours des décennies suivantes, des ententes qui solidifient leur cohésion. On peut citer comme exemple la décision de faire élire un Parlement européen au suffrage universel en 1974 ayant pour mandat de décider d'un commun accord l'orientation de la politique européenne.¹⁶ Quelques années plus tard commencent déjà les initiatives de création d'une monnaie commune : système monétaire européen (SME) en 1978 et naissance de l'ECU (*European Currency Unit*) en 1979. Au début des années 1980, les ententes évoluent de façon telle que les ministres des affaires étrangères de pays membres s'accordent sur un principe important, à savoir qu'aucune position nationale qui concerne l'ensemble des membres de l'Union ne sera prononcée sans que la communauté entière soit d'abord consultée sur la question.¹⁷ On s'entend également en 1985, par la signature des accords de Schengen, sur la libre circulation des personnes entre la France, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. Il semble clair dans ces dernières années de la Guerre froide que l'union des États européens constitue leur force et leur seule véritable chance de survie.

¹⁶ *Brève histoire de l'Union européenne*, Le Monde diplomatique, sur le web : <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/europe/histoire>

¹⁷ *ibid.*

L'échec des Balkans

Lorsque s'effondre l'URSS à la fin des années 1980, la suprématie militaire des États-Unis se fait doublement sentir. La dissolution de la superpuissance provoque des questionnements, autant du côté des adeptes du communisme que des Occidentaux. De 1989 à 1991, l'Europe remet en question la pertinence de l'OTAN. Avec la disparition de la menace soviétique, on doute qu'une présence militaire américaine permanente sur le sol européen soit réellement nécessaire. Les Européens, à nouveau rétablis économiquement et unis dans toute une série d'entente et d'alliances, ne sont-ils pas en mesure de gérer eux-mêmes les crises qui éclatent sur leur continent? Le débat pour ou contre une alliance strictement européenne est à nouveau relancé.

En 40 ans, les pays d'Europe ont prospéré et se sont réconciliés. D'un point de vue économique, l'Europe fait des progrès considérables, de sorte qu'elle peut à nouveau se proclamer une puissance du moins économique, commerciale et financière. Elle pouvait également se permettre d'aspirer éventuellement au titre de puissance politique. Au début des années 1990, seules des capacités diplomatiques et militaires manquent à l'Europe pour qu'elle puisse se qualifier de grande puissance capable d'imposer sa volonté sur la scène internationale.¹⁸

Cependant, ces quelques lacunes sont suffisantes pour freiner toute volonté des Européens à agir en temps de conflit. Les guerres qui se déclarent en Yougoslavie sont les premiers conflits réels à éclater en Europe depuis la fin de la

¹⁸ Dajoux, Sylvain, *Une défense de l'Europe sans l'OTAN?*, Pena – IEP de Rennes, 20 décembre 2002.

Guerre froide et les Européens, pris au dépourvu, ne savent pas trop comment réagir. L'arrivée au pouvoir de Slobodan Milosevic en 1987 marque le début d'une longue période de violence aiguë dans la région des Balkans. Dès 1992, la guerre éclate en Bosnie, provoquant la mort de 250 000 Bosniaques, soit 5% de la population, et le déplacement de quelque deux millions de réfugiés.¹⁹ Même s'ils se déroulent qu'à quelques centaines de kilomètres de Paris, Londres ou Berlin, les pays d'Europe occidentale ne prennent aucune action concrète. Les tentatives européennes échouent toutes à mettre un terme aux atrocités de Srebrenica²⁰ ou au siège de Sarajevo. En ex-Yougoslavie, les combattants des deux camps savent qu'au sein de l'Europe les pays sont encore divisés et que les ressources financières et militaires font défaut. Les efforts de la CEE et de l'ONU sont donc inutiles contre la crise émergente en Bosnie-Herzégovine, où les forces croato-musulmanes tentent de reprendre aux Serbes le territoire qu'ils ont conquis.

En effet, les cessez-le-feu conclus par des représentants de la CEE et de l'ONU sont tous violés les uns après les autres. L'armée et les milices serbes entreprennent alors une série de conquêtes territoriales. L'Union de l'Europe occidentale, le bras armé de la CEE qui regroupe neuf États sur les douze membres, se voit dans l'obligation de se joindre aux forces de l'OTAN et ce, surtout pour obtenir un soutien logistique des États-Unis. En effet, les Européens doivent

¹⁹ Dizdarevic, Svebor, *Quand l'Alliance atlantique se substitue aux Nations unies : Bosnie, la paix sans la démocratie*, Le Monde diplomatique, janvier 1996.

²⁰ En raison du nombre de victimes estimé à près de 12 000 Bosniaques, le massacre de Srebrenica en 1995 est considéré comme le plus grand massacre en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. (Wikipédia)

compter sur le soutien américain pour, entre autres, l'approvisionnement d'aéronefs lourds capables de transporter des chars d'assaut et de l'artillerie.²¹

À la fin des années 1990, après des années de guerre, le gouvernement musulman de Sarajevo accepte enfin de cesser toute agression à la seule condition que les Américains contribuent au renforcement de l'armée bosniaque.²² De toute évidence, c'est un engagement que les Européens ne peuvent, ni ne veulent, remplir. Les Américains se soumettent à cette exigence : pour eux, l'armement de la Bosnie se traduit par la possibilité de réduire l'influence iranienne dans la région.²³ Quant aux Européens, ils assistent impuissants à cette prise en charge des États-Unis. Ils critiquent la décision des Américains car ils croient que l'armement de la Bosnie ne fera qu'accroître l'instabilité dans la région. L'Europe préférerait imposer les mesures de limitations telles que stipulées dans l'accord de Dayton.²⁴

La réaction des Européens est donc mitigée. Du côté de la France, par exemple, on soutient en 1995 l'offensive militaire de la Croatie et, de manière indirecte, l'accord de Dayton. Dans un premier temps, la France semble encourager la suprématie des États-Unis mais, en même temps, elle entreprend toutes les procédures nécessaires pour devenir la plus importante puissance militaire d'Europe occidentale. En effet, la France poursuit le développement de son arme nucléaire qu'elle désire consacrer à la création d'un futur système de défense commun

²¹ Evans-Pritchard et Smith, Michael, *German to lead Euro-army*, Daily Telegraph, sur le web: <http://www.telegraph.co.uk/et?ac=003838863354539&rtmo=fsYIoVqs&atmo=rrrrrrrq&pg=/et/00/11/17/wger17.html>

²² Berghezan, Georges, *Flux d'armes en Bosnie*, GRIP, 11 août 1998.

²³ À l'époque, l'Iran est le premier fournisseur d'armes de la Bosnie. En écartant l'Iran des échanges d'armes, les Américains espéraient, d'une part, empêcher l'encrage d'une dépendance de la Bosnie envers un État jugé extrémiste et, d'un autre côté, réduire le risque d'attentat contre les soldats américains déployés en Bosnie. (Berghezan, 1998)

²⁴ L'accord de Dayton est conclu le 21 novembre 1995 sur la base américaine de Dayton. Il établit les bases pour une paix en Bosnie-Herzégovine et met fin à plus de trois ans et demi de guerre.

européen. En Europe, on estime que les Européens ont la capacité d'imposer la paix sur leur continent et de se défendre eux-mêmes. Les Européens supposent que s'ils unissaient leurs forces, la France avec sa puissance nucléaire et l'Allemagne avec son pouvoir économique seraient éventuellement en mesure de s'établir comme nouveau pôle politique et stratégique.²⁵ De plus en plus, on croit que les Américains reprendront un rôle de partenaires et cesseront d'être les « protecteurs » de l'Europe occidentale.²⁶

Cependant, malgré l'accord de Dayton et les promesses américaines, l'ex-Yougoslavie est loin d'avoir retrouvé la paix. Dès 1996, les conflits au Kosovo s'accroissent lorsque l'Armée de libération du Kosovo (UCK) débute ses opérations militaires. En 1997, l'Organisation pour la sécurité et la coopération de l'Europe (OSCE) essaie en vain de convaincre les ex-Yougoslaves d'accorder une autonomie substantielle au Kosovo. L'échec de cette initiative pousse le Conseil de Sécurité de l'ONU à proposer d'abord l'octroi d'une autonomie administrative au Kosovo et, plus tard, deux résolutions pour la paix et la sécurité dans la région. Après le refus de coopération de la Yougoslavie, l'OTAN se sent obligée d'intervenir quand la Chine et la Russie s'opposent aux mesures coercitives. Le 13 octobre 1998, l'Alliance lance un ultimatum à la Yougoslavie pour qu'elle se plie aux exigences de Conseil de Sécurité. Finalement, ce sera la crainte d'être frappée par les forces atlantistes qui force les Yougoslaves à signer deux accords.²⁷

²⁵ Béhar, Pierre, *Entre Paris et Berlin, une alliance de raison*, Le Monde diplomatique, avril 1994.

²⁶ Agguire, Mariano, *L'OTAN, au service de quelle sécurité?*, Le Monde diplomatique, avril 1996.

²⁷ Malgré un accord signé, cette crainte sera pourtant bien fondée. L'OTAN mène des frappes pendant 11 semaines en 1999 sur Belgrade.

La crise des Balkans est un échec pour l'Europe.²⁸ Non seulement a-t-elle prouvé que les Européens étaient incapables de gérer eux-mêmes la stabilité de leur continent, elle a exposé les faiblesses de l'unité européenne et la dépendance des Européens envers les États-Unis pour résoudre les conflits sur leur sol. Toutefois, certains vont jusqu'à avancer que l'échec des Balkans n'a pas failli mettre un terme à leur ambition politique commune. Au contraire, les conflits en ex-Yougoslavie auraient suscité la volonté d'agir en commun. La guerre aurait appris les leçons suivantes aux Européens²⁹ : 1) pour pouvoir exercer une influence réelle sur le devenir de l'Europe, les pays membres de l'Union européenne doivent être unis et solidaires dans une même cause politique commune; 2) pour agir d'un commun accord, il faut penser de la même manière et se mettre d'accord sur les priorités; et 3) pour donner de la crédibilité à la volonté européenne, les investissements économiques et militaires doivent être faits conjointement entre les pays. Des 40 000 soldats toujours déployés en Bosnie, 30 000 sont européens et pourtant leurs opérations sont menées par des forces de l'OTAN.³⁰ Si l'Union européenne veut reprendre le commandement des troupes dans la région, il ne suffira pas renflouer les coffres prévus pour l'armée « européenne », il faudra également établir les bases politiques et économiques pour la stabilisation dans ces pays. C'est une tâche qui n'est pas invraisemblable pour les Européens qui, au cours des dernières décennies, se sont spécialisés dans le renforcement de leur pouvoir politique et économique.

²⁸ Cox, Pat, Président du Parlement européen, dans un discours prononcé le 21 juin 2003 lors du Sommet UE-Balkans Occidentaux Thessalonique.

²⁹ Barnier, Michel, *La leçon des Balkans*, 2 juillet 2003.

³⁰ *ibid.*

La politique étrangère et de sécurité commune

L'éclatement de la guerre en ex-Yougoslavie, en plus d'étaler les limites de la défense européenne, a également entraîné le retardement de l'élaboration d'une politique étrangère et de sécurité commune (PESC) qui avait été consacrée par le traité de Maastricht de 1992. L'Europe prise au dépourvue décide à l'époque de mettre de côté son développement en matière de sécurité pour investir dans le règlement des différends par voie diplomatique. Toutefois, l'échec des Balkans le confirme, si l'Union veut assurer la paix, elle doit pouvoir agir tant sur le front de la sécurité que sur celui de la diplomatie.

Sa mission diplomatique se définissant déjà de plus en plus, l'Union munit le Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité d'une vaste structure de soutien. Tout d'abord, on crée une unité politique formée dans la réponse rapide en temps de crise. S'ajoutent aussi deux comités, l'un politique et de sécurité et l'autre militaire. La PESC ne se limite pas au continent européen, elle délègue également des représentants spéciaux pour évaluer les situations de sécurité dans plusieurs endroits d'intérêt, comme la région des Grands Lacs en Afrique, au Moyen-Orient et en Afghanistan.³¹ C'est un véritable projet de défense d'envergure qui est approuvé par les 25 États membres.

La PESC n'est en fait que le début d'un mouvement vers la défense européenne commune. En effet, dans le cadre de la PESC, l'Union a déjà étalé les bases d'une politique européenne en matière de sécurité et de défense (PESD) qui,

³¹ EUROPA, Tour d'Horizon des activités de l'Union européenne, Politique étrangère et de sécurité, sur le site : <http://europa.eu/pol>

selon toute prévision, paverait la voie à la création de cette structure de défense commune vers laquelle les Européens semblent toujours se diriger. Depuis décembre 2003, les dirigeants européens ont même établi les priorités de la stratégie européenne de sécurité, à savoir la lutte contre le terrorisme, l'instabilité du Moyen-Orient et, bien entendu, la précarité de la situation en Bosnie-et-Herzégovine.³² L'Union a déjà mis sur pied une force de réaction rapide dont la puissance militaire est prévue d'accroître dans les années à venir.

Dès le début de l'année 2003, trois premières missions PESD se déroulent en ex-Yougoslavie. Une première mission consiste à remplacer la force de police internationale des Nations unies en Bosnie-et-Herzégovine par 500 policiers de l'Union européenne. Ces policiers ont pour tâche de former des agents de police locaux et instaurer des institutions policières permanentes conformes aux normes et aux pratiques européennes. Pour la seconde opération, on déploie une force militaire de l'Union européenne en Macédoine pour remplacer un petit contingent de l'OTAN. Plus tard, une mission de police de l'UE de 200 hommes devrait succéder à cette force militaire. Enfin, une troisième et plus grande opération est lancée en décembre 2004. Une force militaire de l'Union européenne (EUFOR) remplace les forces de sécurité de l'OTAN (SFOR) qui se trouvaient en Bosnie-et-Herzégovine depuis la fin des hostilités en 1995. L'EUFOR est forte de 8 000 hommes au total.³³

³² Heise, Volker, *Une armée pour l'Europe?*, Thema – L'Europe et la Défense, ARTE.

³³ EUROPA, Tour d'Horizon des activités de l'Union européenne, Politique étrangère et de sécurité, sur le site : <http://europa.eu/pol>

L'invasion divisionnaire de l'Irak

La PESC et la PESD sont des étapes importantes pour que l'Union incorpore enfin une dimension politique et militaire à ses activités. Depuis un certain temps déjà, l'Europe s'est affirmée en tant que puissance économique et commerciale. Toutefois, à la fin du XX^e siècle, son pouvoir de défense est encore flou et indéterminé. On sait que l'Europe occidentale est économiquement forte et que son autorité sur la scène internationale est respectée, mais lorsque éclatent des conflits, c'est immédiatement vers les États-Unis que le monde se tourne. Ce n'est pas parce qu'on accorde nécessairement plus de respect aux Américains, mais on sait que seuls ces derniers ont la réelle volonté d'intervenir dans des conflits armés. Les raisons qui expliquent cette différence dans l'engagement entre les États-Unis et l'Europe seront examinées plus en détail dans la seconde partie de ce travail. Entre temps, on peut constater que les gouvernements de l'Union partagent, dans les principes, des idéaux communs de politique étrangère et de sécurité commune, mais qu'ils sont également confrontés à la difficulté d'adapter leur propre politique nationale aux besoins communs de l'Union.

C'est d'ailleurs à ce genre de confrontation que font face les pays de l'Union européenne au printemps 2003 lorsqu'on étudie la question d'une éventuelle guerre en Irak menée par les États-Unis. « Si l'Union a introduit une certaine flexibilité dans les procédures de vote des décisions relatives à la PESC en permettant aux gouvernements de s'abstenir, en ayant recours au vote à la majorité, ou en

permettant à une majorité de pays d'agir seuls, l'unanimité demeure requise pour les décisions ayant des implications dans le domaine du militaire ou de la défense. »³⁴

Par conséquent, lorsque les Américains décidèrent d'envahir l'Irak, l'Europe occidentale n'aurait sûrement pas pu prévoir le choc divisionnaire que cette décision entraînerait. On aurait cru que depuis les accords, les alliances et les leçons apprises (surtout dans les Balkans), l'union militaire européenne était une réalité sur le point de s'achever. L'histoire de l'Union européenne avait d'ailleurs prouvé qu'il était à présent invraisemblable que les pays européens soient à nouveau fortement divisés sur une question militaire. Suite à la Seconde guerre mondiale, les États européens partageaient une idée commune de la perpétuité de la paix. Toutefois, l'initiative américaine provoque des réactions partagées au sein de l'Union. Lorsque États-Unis annoncent leur intention d'envahir l'Irak, plusieurs redoutent que les Américains puissent envahir de leur plein gré un État sans l'accord du Conseil de Sécurité de l'ONU.³⁵ Partout sur le continent, on se rappelle l'intervention du Kosovo non-appuyée par l'ONU et ce « nouveau concept stratégique » proposé par les États-Unis quelques années auparavant par lequel les Américains soutenaient que si l'OTAN se croyait menacée, elle avait le devoir d'intervenir militairement, avec ou sans l'accord du Conseil de Sécurité. Ainsi, les Américains laissent suggérer que les Irakiens posent une menace à tout le monde occidental et que les Européens sont nécessairement concernés. De là proviennent la litanie d'accusations contre le régime de Saddam Hussein qui fabriquait, prétendait-on, des armes biologiques de destruction massive destinées à d'éventuelles attaques sur l'Occident. Malgré les

³⁴ *ibid.*

³⁵ Corten, Olivier, *La sécurité collective, un rêve contrarié*, Le Monde diplomatique, septembre 2005.

rapports non concluants des investigateurs de l'ONU, les Américains ont tenu tête et ont persisté à dire que les Irakiens représentaient une menace réelle contre laquelle il fallait se défendre.

Ainsi les États-Unis se sont-ils tournés vers la seule Alliance militaire située en Europe, dans l'espoir d'obtenir non seulement son soutien, mais son engagement à une participation active dans l'invasion de l'Irak. Tout autant que les Européens, les Américains savaient pertinemment que le rôle de l'OTAN devait être redéfini depuis la disparition de la menace communiste. Cependant, les Américains avaient d'eux-mêmes conféré ce nouveau rôle à l'Alliance : suite aux attentats anti-américains du 11 septembre 2001, on prévoyait se servir de l'Alliance comme d'une coalition contre toute nouvelle menace antiterroriste. Dans l'esprit des Américains, la menace potentielle venant de l'Irak devait assurément être contrée par les pays membres de l'Alliance.

Malheureusement pour les Américains, ce n'était pas tous les Européens qui adhéraient à cette redéfinition du rôle de l'OTAN. Certains étaient d'accord de prêter leurs forces aux États-Unis, les Britanniques en l'occurrence, mais d'autres pays, suite à la perte de contrôle subie lors des interventions dans les guerres bosniaques, étaient plus réticents à abandonner une fois de plus leur autonomie pour se soumettre à l'autorité américaine. C'était le cas, surtout, de la France et de l'Allemagne.

Lorsque les États-Unis proposent de préparer la Turquie à la guerre, la France, la Belgique et l'Allemagne déposent toutes trois un veto pour bloquer cette initiative. George Bush déclare qu'il est « déçu que la France empêche l'OTAN

d'aider un pays comme la Turquie à se préparer. »³⁶ Bush estime que la résistance française ne peut avoir que des effets négatifs sur une Alliance forte et en place depuis plus d'un demi-siècle. Les pays membres se rallient donc à un camp ou à l'autre. L'Espagne et l'Italie se rangent plutôt du côté des Américains et participeront à titre individuel à la coalition militaire des Américains en Irak. Les Britanniques seront les alliés inconditionnels des États-Unis. La France, la Belgique et le Luxembourg se réunissent à l'autre extrémité. Quant aux autres pays membres, ils semblent adopter des positions ambiguës.

Il est vrai que l'OTAN et l'Union européenne ne sont pas une même et unique organisation. Néanmoins, malgré la séparation des deux communautés, il n'en demeure pas moins que l'intérêt pour la sécurité européenne est l'une des plus grandes priorités des deux organisations depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001, pour ne pas mentionner les attaques plus récentes à Londres et Madrid. Les Européens estiment qu'ils ont appris leurs leçons et qu'ils sont solides, du moins économiquement et politiquement, et il est temps que les nombreuses propositions d'armée commune européenne commencent à aller de l'avant.

En 2003, la France, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg ont présenté à Bruxelles les bases d'une défense européenne autonome par rapport aux États-Unis.³⁷ Cette défense devait être mise en application dès l'été 2004; cependant, plus de deux ans plus tard, le projet n'est toujours pas une réalité.

³⁶ *L'Irak déchire l'OTAN*, Le Devoir, 11 février 2003.

³⁷ Dajoux, Sylvain, *Une défense de l'Europe sans l'OTAN?*, Pena – Iep de Rennes, 20 décembre 2002.

Une alliance inatteignable?

Il serait erroné d'énoncer, suite à toute cette description d'événements marquants dans l'histoire militaire contemporaine européenne, que ce sont les dissidences créées par l'invasion de l'Irak par les Américains qui ont été à la source de cet échec de la défense commune européenne. La division entraînée par la récente guerre en Irak n'a ni plus, ni moins occasionné la non-réalisation du projet d'armée commune européenne, de la même manière que l'échec des Balkans ou la Guerre froide ne peuvent être tenus responsables du manque d'avancement dans ce projet.

Ce qui fascine dans l'analyse des 60 ans d'événements entourant le concept de l'instauration d'une éventuelle armée commune européenne, c'est qu'ils semblent toujours annoncer une alliance militaire concrète pour l'avenir de l'Union européenne. Les prises de conscience, les leçons apprises et l'évolution des relations entre États européens donnent l'impression que la mise en commun des ressources et commandements militaires est inévitable. L'Union européenne s'est déjà mise d'accord d'unir sa monnaie, d'ouvrir ses frontières et de conclure des accords pour la libre circulation des biens et des personnes. Pourtant – et la crise irakienne ne fait pas l'exception – dans les moments où un engagement dans la planification et coordination stratégiques est essentiel à la défense de l'Europe, on assiste à chaque fois à des réticences de la part des États.

Pourquoi le projet de l'armée commune européenne n'aboutit-il toujours pas? La deuxième partie de cette thèse proposera d'étudier les raisons du manque de volonté dans ce projet. La réticence politique à passer « au prochain stade » a été

expliquée de plusieurs manières et par de multiples raisons politiques. Entre autres, on examinera le rôle que se donne l'Europe en matière de défense, sa perception de la menace à sa sécurité, le changement dans la conduite de la guerre et l'effacement des frontières et des propriétés protectrices de l'État-nation. Ces raisons, qui apportent plusieurs points de vue intéressants, ne sont pourtant qu'une partie de la réponse à la question. C'est dans la troisième partie que l'on étudiera plus profondément les raisons sociologiques qui sont à la base de ce manque de volonté.

PARTIE 2

Les obstacles au projet

On a étudié dans la première partie de ce travail certains faits de l'histoire politique et militaire européenne de la seconde moitié du XX^e siècle qui soutiennent la mise en œuvre d'une armée européenne commune. Il a également été souligné que, malgré les efforts constants de l'Union européenne, le projet de l'armée commune n'est toujours pas une réalité. La première partie de ce travail avait comme objectif de montrer que les conditions pour la réalisation du projet étaient présentes mais qu'elles n'avaient pas suffi à passer à une concrétisation des idées. C'est dans cette partie que l'on exposera davantage les raisons avancées pour expliquer cet échec.

Tout d'abord, notons que les raisons évoquées pour expliquer le manque de volonté à « passer à l'acte » sont surtout de nature politique. On énoncera, du moins brièvement, les questions de budget et de logistique, mais nous les disqualifions rapidement comme étant de faux problèmes. On s'attardera davantage au refus de l'Europe à s'impliquer dans les conflits armés et au rôle politique et militaire qu'elle cherche toujours à se donner sur la scène mondiale. On exposera également les différences fondamentales entre Européens et Américains quant à leur perception de la menace envers leur sécurité. Enfin, nous étudierons les changements contemporains dans la nature même de la guerre et des frontières. Ce sont surtout ces derniers points qui apportent une piste prometteuse à notre question d'origine.

Cependant, nous terminerons cette deuxième partie avec le constat suivant : bien qu'elles apportent des éléments importants à la question de l'échec du projet d'armée commune européenne, ces réponses ne sont que partielles. C'est dans la troisième et dernière partie que l'on examinera des réponses sociologiques qui viennent compléter l'insuffisance des réponses de cette deuxième partie.

Un faux manque de ressources

Lors de l'étude de l'histoire militaire contemporaine de l'Europe, il a été démontré que les projets de défense commune persistent mais n'aboutissent pas à une action concrète. Cela est donc le cas des initiatives plus actuelles. Soutenu surtout par la France, l'Allemagne et le Benelux, le récent projet de défense européen avait comme but premier de fournir à l'Europe un système de défense qui serait indépendant des ressources militaires et financières des États-Unis. Ce projet a connu un bref succès lors de moments où les politiques de défense américaines ont été les plus critiquées, mais des questions de coûts et de logistique non résolues semblent reporter indéfiniment sa concrétisation.

C'est sur cette « semblance » qu'il faut toutefois s'arrêter. La raison qui pourrait paraître comme la plus évidente pour expliquer le manque de volonté européen quant à la concrétisation de son projet d'armée commune est de nature financière. Il a souvent été énoncé que l'Europe n'avait tout simplement pas les ressources financières nécessaires pour soutenir une initiative de défense commune. Or, si l'on regarde les statistiques sur les dépenses militaires des pays

du monde et d'Europe, on remarquera que les Européens sont loin d'être défavorisés. Des dix pays qui disposent du plus grand budget militaire au monde, quatre d'entre eux sont des membres de l'Union européenne (voir figure 1).

Figure 1 : Dix plus importants budgets militaires nationaux³⁸

Rang mondial	Région	Dépenses militaires (en milliards de \$)	Année
	Monde	\$950 milliards	2004
	Reste du monde (États-Unis exclus)	\$500 milliards	2004
1	États-Unis	\$466,0 milliards	2004
2	Chine	\$65 milliards	2004
3	Russie	\$50 milliards	inconnue
4	France	\$46,5 milliards	2000
5	Japon	\$44,7 milliards	2005
6	Allemagne	\$38,8 milliards	2002
7	Royaume-Uni	\$31,7 milliards	2002
8	Corée du sud	\$20,82 milliards	2005
9	Italie	\$20,2 milliards	2002
10	Arabie saoudite	\$18,3 milliards	2000

Il est vrai que les États-Unis disposent d'un budget beaucoup plus important que n'importe quelle autre nation du monde. Toutefois, si l'on isole les budgets européens nationaux de défense, on constate que, mis ensemble, l'Union européenne se classe au deuxième rang parmi les plus gros budgets militaires du monde (voir figure 2). Bien qu'il ne fasse pas compétition à celui des Américains, le budget militaire européen dépasse de loin ceux de la Chine, de la Russie et du Japon, même rassemblés.

³⁸ Les données de ce tableau sont tirées des renseignements du site www.GlobalSecurity.org.

Figure 2 : Dépenses militaires européennes³⁹

Pays	Dépenses militaires (en \$US)	Année	Rang mondial
France	\$46,5 milliards	2000	4
Allemagne	\$38,8 milliards	2002	6
Royaume-Uni	\$31,7 milliards	2002	7
Italie	\$20,2 milliards	2002	9
Espagne	\$8,6 milliards	2002	16
Pays-Bas	\$6,5 milliards	2000/01	20
Grèce	\$6,12 milliards	1999/00	21
Suède	\$4,395 milliards	2001	24
Pologne	\$3,5 milliards	2002	28
Belgique	\$3,076 milliards	2001/02	31
Danemark	\$2,47 milliards	1999/00	35
Finlande	\$1,8 milliards	1998/99	39
Autriche	\$1,497 milliards	2001/02	45
Portugal	\$1,286 milliards	1999/00	49
République tchèque	\$1,190 milliards	2001	51
Hongrie	\$1,08 milliards	2002	52
Irlande	\$700 millions	2000/01	63
Slovaquie	\$406 millions	2002	74
Chypre	\$370 millions	2000	76
Slovenie	\$370 millions	2000	77
Lituanie	\$230,8 millions	2001	85
Estonie	\$155 millions	2002	93
Luxembourg	\$147,8 millions	2001/02	94
Lettonie	\$87 millions	2001	116
Malte	\$60 millions	2000	121
Totaux	\$180,938 milliards		

Il est certain que les Européens n'accordent pas la même importance aux dépenses militaires que les Américains. S'ils sont interrogés, seulement 19% des Européens croient qu'il serait une bonne idée d'augmenter les dépenses militaires, alors que 33% seraient prêts à les voir diminuer et 42% voudraient les maintenir le

³⁹ La source des données est la même que pour le tableau figure 1.

budget qu'on leur accorde déjà.⁴⁰ Mais cette réponse ne signifie pas que les Européens refusent d'investir dans la défense. Plutôt, il pourrait être avancé que si les Européens avaient une institution politico-militaire à leur image, qui conduirait des politiques et opérations militaires comme ils voudraient les mener, ils seraient alors peut-être plus enclins à investir davantage dans leur défense commune.

Une logistique gérable

Il serait donc faux de prétendre que l'Union européenne souffre d'un déficit budgétaire lorsqu'il s'agit d'investir dans sa défense. Tout aussi peu convaincant est l'argument que plusieurs pays sont incapables de s'entendre sur le fonctionnement du commandement d'une grande armée paneuropéenne. Certains semblent croire qu'il serait impossible aux Européens d'accepter d'être dirigés par telle ou autre nation.

Il a déjà été avancé qu'à l'avènement d'une armée commune, l'Europe pourrait souffrir d'un lourd dilemme de commandement, à savoir quelle nationalité serait chef de la grande armée européenne. Des études à ce sujet ont soulevé des questions de qualité de l'entraînement et des compétences des soldats. Par exemple, le soldat portugais serait-il considéré du même calibre que le soldat britannique? Certes, des divergences entre nations d'Europe occidentale ont parfois été soulignées au sein de l'Union, mais il semble que le différend poids des États européens n'ait tout de même jamais été un handicap si sérieux qu'il empêchait le

⁴⁰ Patten, Chris, CH. *A European Foreign Policy: Ambition and Reality*, Discours donné à l'Institut français des relations internationales (IFRI), Paris, 15 juin 2000.

bon fonctionnement de l'Union dans d'autres domaines. Un autre souci implique le travail qui entourerait l'instauration d'une toute autre alliance militaire. Étant donné qu'il y aurait fusion des ressources militaires européennes, cela impliquerait aussi la suppression de certaines institutions militaires nationales. La nouvelle armée nécessiterait aux États européens d'éliminer certains de leurs quartiers généraux, centres de logistique et de planification stratégique nationale. Mais, encore une fois, ce sont des arguments qui n'éclaircissent que très peu la question. Les problèmes de l'accord sur le commandement et de l'effort requis pour implanter l'armée commune ne sont que des symptômes de ce manque de volonté européen inexplicable.

L'argument de la logistique compliquée est une condition qui est appliquée au fonctionnement politique actuel de l'Union et nous pouvons donc l'écartier comme vraie raison explicative. D'ailleurs, l'Union européenne n'est-elle pas fonctionnelle malgré ses élargissements et ses fusions internes constamment renouvelées? Un sondage mené au début de l'invasion de l'Iraq démontrait que la majorité du personnel qui travaille dans les institutions européennes – à deux contre un – se prononçait en faveur d'un remplacement des sièges de la France et du Royaume-Uni au Conseil de sécurité de l'ONU par un seul siège européen.⁴¹ C'est que les membres de l'Union sont d'accord, dans les principes, à ce qu'une seule voix les représente sur la scène mondiale. La question de la discorde sur le commandement éventuel de la grande armée européenne ne tient donc pas comme explication valide et la solution doit se trouver ailleurs.

⁴¹ Hannan, Daniel, *Don't laugh: the European Army is on the march*, Daily Telegraph, 13 avril 2003.

Un engagement nécessaire

Certains ont voulu défendre que si l'Europe ne voulait pas investir dans le projet de l'armée commune, c'est tout simplement parce qu'elle refuse la guerre. Après avoir traversé deux guerres mondiales dévastatrices, l'Europe serait maintenant décidée à ne plus s'impliquer dans des conflits armés. C'est ce qui expliquerait pourquoi l'invasion de l'Irak par les Américains a reçu un accueil si froid de la part des Européens. Le 30 janvier 2003, lorsque des personnes dans toutes les grandes capitales européennes et du monde sortirent dans les rues pour manifester contre l'invasion probable des Américains en Irak, on a alors assisté à un ébranlement des consciences, à ce qu'André Glucksmann⁴² appelle le début de la première guerre mentale-mondiale.⁴³ Les certitudes, espérances et principes chers à l'Occident se sont vus confrontés à ces mêmes certitudes, espérances et principes. Il semblait subitement que les Occidentaux ne faisaient plus une seule entité unie dans les mêmes valeurs, et qu'ils n'étaient plus en mesure d'accorder leurs idéologies.

En 1995, Glucksmann avait appuyé les politiques étrangères françaises qui prêchaient la prudence contre les menaces extérieures existantes. À l'époque, le philosophe estimait que la France était avisée et sage. En 2002, Glucksmann sollicita Dominique de Villepin pour qu'il condamne l'invasion russe en Tchétchénie, en rappelant à ce dernier qu'un pareil envahissement russe en Afghanistan avait favorisé la prise du pouvoir par les talibans et mené à la montée d'Oussama bin

⁴² Philosophe engagé, André Glucksmann est reconnu pour son soutien pro-américain ardent. Il est également réputé pour son franc-parler, parfois un peu excessif.

⁴³ Glucksmann, André, *Ouest contre ouest*, Éditions Hachette, 2003.

Laden. C'est alors que lorsque les Américains annoncèrent leurs préparatifs d'intervention en Irak, Glucksmann suggéra fortement de ne pas se mettre ces alliés à dos. Un compromis franco-américain valait bien mieux qu'une tension transatlantique.

L'invasion de l'Irak par les Américains, telle que nous l'avons décrite dans la première partie de ce travail, a fait des États-Unis aux yeux du monde une force brutale de l'action militaire, alors que la France et les autres pays européens qui la soutenaient, ont été représentés comme un « soft power » de l'économie et de l'opinion. Depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, on se croit plus diplomatique en Europe car l'opinion publique s'oppose généralement à toute intervention militaire, aussi pressante soit-elle. Les raisons de ce refus d'intervention seront détaillées plus tard. Toujours est-il qu'en Europe, on se proclame davantage pacifiste, mais ce n'est selon Glucksmann qu'un pacifisme égoïste. On veut dormir tranquille et croire que les menaces n'affectent pas les Européens. On estime que des actes semblables aux attentats du 11 septembre 2001 ne sont pas possibles sur le continent européen pour la simple raison que les Européens ne se sont pas ingérés dans les affaires du monde comme le sont les Américains.

Mais c'est à tort qu'on se croit à l'abri. Ce que nous enseignent les attaques du 11 septembre c'est qu'il n'est plus nécessaire de détenir l'arsenal nucléaire pour infliger des dégâts incommensurables; désormais la capacité de dévastation massive est à portée du plus commun des citoyens. Une grande part de l'Europe tarde encore à s'en faire une raison : d'un côté les « attardés du 10 septembre » (la France et l'Allemagne, entre autres) persistent à croire qu'il est possible de vivre harmonieusement dans un monde multipolaire dans lequel se règlent pacifiquement

les conflits; d'un autre, les « réveillés du 11 septembre » (avec l'Angleterre en tête) semblent avoir compris qu'il doit désormais exister une solidarité des périls pour contrer les éventuels conflits.⁴⁴

Un tabou règne autour du mot « guerre » et le terme sème la panique. Lorsqu'il est invoqué, un tollé énorme est soulevé de la part de ceux qui veulent à tout prix l'éviter. Quand les Européens manifestent contre guerre, ils y opposent la paix. Mais, selon Glucksmann, cette paix est personnelle car ce n'est que pour éviter de s'impliquer dans les véritables injustices que les manifestants écartent la possibilité d'une intervention qui pourrait améliorer le sort des opprimés. Les opposants à la guerre réclament un arrêt des interventions inconditionnel, en espérant (inconsciemment, peut-être) que les atrocités vécues par des peuples moins fortunés tomberont dans l'oubli et qu'ils pourront bientôt retourner dans leur existence paisible.

La préoccupation de Glucksmann est donc la suivante : qu'en est-il de la solidarité humaine qui veut que les sociétés heureuses portent main forte aux populations tyrannisées par un régime violent et corrompu? Selon la vision pacifiste avec laquelle il n'est pas d'accord, prêchée en partie par Jürgen Habermas, l'ingérence ne devrait se faire qu'après la divulgation de preuves flagrantes de crimes contre l'humanité. Cette vision condamnerait donc injustement les populations assujetties aux pires brutalités avant que ne s'intéressent à elles les États occidentaux.

L'Europe doit se méfier des menaces terroristes. La terreur est exercée par les puissants qui ont non seulement le pouvoir d'imposer la violence, mais

⁴⁴ *Ibid.*

également le contrôle sur les appareils idéologiques et culturels de manière à faire passer leurs actes comme autre chose que du terrorisme.⁴⁵ Comme il a été soulevé par Max Weber, une autorité traditionnelle revendique le monopole de violence légitime mais un pouvoir totalitaire (ou terroriste) s'attribue à la fois du monopole de la violence légitime et illégitime pour gouverner de l'intérieur. Selon Noam Chomsky, les manuels militaires américains définissent le terrorisme comme « l'utilisation calculée, à des fins politiques ou religieuses, de la violence, de la menace de violence, de l'intimidation, de la coercition ou de la peur. »⁴⁶ Le problème d'une telle définition, c'est qu'elle ressemble à ce que les États-Unis ont identifié comme une guerre de basse intensité, comme celles menées par des peuples qui veulent lutter contre un régime colonialiste ou contre une occupation militaire.⁴⁷ Il serait alors plus facile aux Américains d'y adhérer qu'aux Européens. Selon les principes américains, les peuples peuvent revendiquer la destitution d'un chef politique qui ne représente pas les intérêts du peuple qu'il représente et, par conséquent, ces combats sont tout à fait justifiables. Cette définition autocratique peut alors justifier toute guerre contre des populations civiles, comme celle que mène actuellement la Russie en Tchétchénie.

La définition de Glucksmann du terrorisme est quelque peu plus simple : *est terroriste l'homme armé qui use de la force pour attaquer intentionnellement des êtres non armés*. C'est une définition que Glucksmann partage avec les démocrates. Mentionnons-le : la nouvelle guerre terroriste est déployée surtout contre les civils. A l'heure actuelle, la guerre contre les civils – ou terrorisme – est un

⁴⁵ Chomsky, Noam, *Terrorisme, l'arme des puissants*, Le Monde diplomatique, décembre 2001.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ *Ibid.*

phénomène très répandu de « gouvernance » et constitue l'exercice permanent d'une domination qui se veut intégrale. Un terrorisme qui ne se donne aucune limite est la manifestation la moins démocratique et la plus radicalement cruelle de l'exploitation de l'homme par l'homme. Les fureurs destructrices de l'homme ont été relâchées pendant la première guerre mondiale et continuent à se perpétuer. Au XX^e siècle, Glucksmann estime que l'émancipation individuelle et la révolution scientifique n'ont pas conduit au progrès mais au primat des rapports de destruction sur les rapports de production. Pendant la guerre froide, un certain équilibre dans la terreur planait sur le monde mais la fin de cette guerre relança le terrorisme grâce à la recherche et au développement d'armes de destruction massive. Il en résulte que les jeunes nations nouvellement indépendantes – à savoir, entre autres, la Yougoslavie, l'Algérie, l'Inde et l'Égypte – souffrent aujourd'hui davantage du terrorisme qui a suivi leur lutte pour l'autonomie.

L'Europe s'est pendant longtemps leurrée que la paix, une fois instaurée dans le monde, entraînerait automatiquement la liberté des peuples. En 1991, les grands États européens croyaient naïvement qu'une offre d'argent et de crédit à Milosevic suffirait à faire régner la paix en ex-Yougoslavie. En fait, la situation est beaucoup plus complexe : les régimes totalitaires d'aujourd'hui ne recherchent plus à instaurer leur vision du paradis sur Terre, « ils s'éprouvent dans la démolition et se prouvent dans les ruines. »⁴⁸ Tous les terroristes partagent le principe selon lequel ils ont le pouvoir de s'accorder personnellement tous les droits tout en retirant aux autres leurs libertés individuelles. C'est au terrorisme son seul point commun : le terroriste ne s'identifie pas par sa culture, sa religion ou son idéologie (les chefs de

⁴⁸ Glucksmann, André, *Ouest contre ouest*, Éditions Hachette, 2003.

la Corée du Nord, de l'Iran et de l'Irak pouvant tous être considérés terroristes tout en ne partageant ni culture, ni religion, ni idéologie).

Comment donc devrait se positionner l'Europe face à ces inquiétudes? Il est estimé par certains que l'Europe a le devoir de participer à la guerre contre le terrorisme car elle est une guerre humanitaire menée dans l'espoir d'épargner le plus de victimes civiles. C'est pourquoi les États-Unis ont tant investi dans une triple révolution de l'art militaire, à savoir : 1) dans la conception d'armes d'une force de frappe d'une extrême précision; 2) dans le développement de manœuvres qui évitent, à l'occurrence, les grands centres urbains où sont concentrées les populations civiles; et 3) dans l'étude des opportunités présentes qui permettent de saisir le moment le plus politiquement propice.⁴⁹

Cinq ans après les attentats du 11 septembre, l'Europe est divisée face aux Américains mais elle est également divisée au sein d'elle-même. La crise irakienne aura peut-être été la cause d'une rupture continentale majeure et, par conséquent, la fin de l'Occident.⁵⁰ Les Européens seraient encore épris de symbolisme anachronique du pouvoir et de la société, l'Europe étant prisonnière d'un ensemble de contraintes et de traditions. On veut combattre à tout prix l'hégémonie grimpante des États-Unis et, pour cela, Glucksmann croit que la France tente un rapprochement franco-russe parce que la Russie apparaît tout naturellement le contrepoids historique des États-Unis. Mais la fin du communisme n'a en rien entraîné la paix et les Russes ne sont plus le contrepoids militaire de la superpuissance américaine. C'est aux Européens de s'investir davantage dans la

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ *Ibid.*

défense de l'Occident, en coopérant avec les États-Unis pour assurer la stabilité et la paix.

Enfin, si Glucksmann présente des arguments à considérer, la vraie raison qui explique le manque de volonté européen à s'investir pleinement dans son projet d'armée commune ne s'arrête probablement pas au strict refus de la guerre. Il est vrai – et nous le verrons plus tard – que les Européens perçoivent la guerre et la manière de la conduire de façon différente des Américains. Pour les Européens, l'histoire des guerres européennes leur a dépeint une vision propre des conflits armés. Pourtant, cela ne fait pas en sorte qu'ils sont incapables d'identifier les menaces qui les ciblent. Si l'Europe refuse de s'engager dans certains conflits du monde tels l'invasion de l'Irak, ce n'est pas par simple sentiment anti-américain. Au contraire, l'Europe est probablement plus consciente de son rôle à jouer dans la garantie de la sécurité mondiale que le réalise Glucksmann. C'est d'ailleurs ce que nous tenterons de soutenir dans la troisième partie de ce travail.

Contrepoids ou médiation

L'une des grandes raisons avancées pour expliquer le problème de la réalisation du projet de l'armée commune, c'est que l'Europe n'arrive pas à se définir militairement. Si l'Europe acceptait de participer activement dans la défense de l'Occident contre les menaces extérieures, elle n'a toutefois pas clairement défini le rôle qu'elle prévoyait entreprendre. Depuis le 11 septembre 2001, les Américains ont lancé de nombreux appels aux Européens. Ces appels, bien que flatteurs (car

on reconnaissait ainsi la part importante que pourrait assumer l'Europe), mettaient le continent dans une position embarrassante. L'appel à l'aide de la part des libéraux américains demandait des Européens qu'ils apportent leur soutien, mais aussi une aide, ce qui sous-entend que les Européens devraient tenter d'influencer les politiques américaines internes et externes, pour le bien de tout un chacun.

Voyons quelques exemples cités par Étienne Balibar⁵¹ : Tout d'abord, Bruce Ackerman, professeur de droit et de sciences politiques à l'Université Yale, est très critique de la notion de guerre au terrorisme et il soutient que les principes d'une telle guerre vont à l'encontre des politiques européennes.⁵² Selon lui, l'Europe se doit d'assumer le rôle de défenseur de la loi internationale, de veiller à la sauvegarde des principes constitutionnels, tout particulièrement dans l'équilibre des pouvoirs qui repose au centre du constitutionalisme américain. Le 11 septembre a révélé les vulnérabilités des États-Unis. L'hégémonie des États-Unis ne repose plus sur sa supériorité économique incontestée, mais seulement sur sa capacité militaire. En effet, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, les Américains ont tout fait pour éliminer toute puissance militaire concurrente, y compris leur prise de position quant à leur mérite de détention d'arsenal nucléaire. Selon Immanuel Wallerstein, les Américains devraient contribuer à la construction d'un monde fondé sur l'égalité et non sur le mérite.⁵³ Pour ce faire, les États-Unis doivent apprendre à vivre dans la nouvelle réalité, c'est-à-dire prendre conscience que le dialogue ne doit pas être mené avec Oussama bin Laden, mais avec les pays alliés des États-Unis, à savoir

⁵¹ Balibar, Étienne, *Europe, médiation évanouissante*, dans *L'Europe, l'Amérique et la guerre*, Éditions la Découverte, 2003.

⁵² Ackerman, Bruce, *Don't Panic*, *London Review of Books*, vol. 24, no. 3, February 2002.

⁵³ Wallerstein, Immanuel, lors de sa conférence "L'Amérique et le monde: les Twin Towers comme métaphore" 5 décembre 2001.

le Canada, le Mexique, le Japon et l'Europe. À ce sujet, il est donc important d'endosser le développement de l'Union européenne pour qu'elle puisse contrecarrer l'hégémonie américaine. Un monde multipolaire offre ainsi plus de possibilités d'accomplir la démocratie et les transformations sociales qu'un monde où il n'existe qu'une seule superpuissance.

Dans un schème semblable d'idées, Timothy Garton Ash expose le problème de l'utilisation abusive du pouvoir par les États-Unis et les effets de l'énorme déséquilibre des pouvoirs dans le monde.⁵⁴ Contrairement à ce que peuvent penser plusieurs Européens, le problème avec la puissance américaine n'est pas qu'elle soit américaine, mais qu'elle ne soit pas contrebalancée. L'Europe devrait donc assumer le rôle de contrepoids car elle est l'équivalent économique des États-Unis et qu'elle représente un réseau serré d'États qui ont une longue expérience démocratique et militaire. Ainsi, l'Europe a la double tâche de solidifier leur capacité d'agir à l'extérieur de ses frontières tout en se dégageant de l'idée d'une Europe plus forte et rivale des États-Unis. Quant à Edward Said, il est d'avis que des différences fondamentales séparent les États-Unis de l'Europe, à commencer par le pouvoir disproportionné du fondamentalisme religieux.⁵⁵ La mission religieuse américaine et le fanatisme qui s'ensuit sont absents des politiques européennes, ce qui rend l'Europe plus démocratique et ses citoyens moins sujets au chantage idéologique. Cependant, ce manque de ferveur pourrait être une des causes de la perte de l'identité européenne et l'une des raisons qui pourraient empêcher l'Union européenne de contrer l'unilatéralisme américain. Toutefois, le rôle de l'Europe

⁵⁴ Garton Ash, Timothy, *The Peril of Too Much Power*, New York Times, 9 April 2002.

⁵⁵ Said, Edward, *Europe versus America*, Counterpunch, November 2002.

serait tout de même celui d'entremetteur car les différences au sein de son Union la poussent à régler les différends par des méthodes peut-être plus conciliantes.

Suite aux appels des intellectuels américains, l'Europe se voit alors confrontée à deux options : 1) assumer le rôle de *contrepoids* à la (super)puissance américaine; ou 2) agir en tant que *médiateur* au sein de la « guerre des civilisations ». En d'autres mots, le choix doit se faire entre l'expansion de la force militaire ou le développement des moyens diplomatiques.

Deux questions doivent être posées : celle du *pouvoir* de l'Europe et celle de son *pouvoir politique*.⁵⁶ On peut affirmer que l'Europe en tant que sujet politique n'existe pas. Dans ce sens, l'Europe ne peut pas assumer le rôle de contrepoids sur la scène mondiale. Il faut noter l'exemple de la « guerre préventive » contre l'Irak, initiative américaine contre laquelle se sont opposés des pays non européens et certains européens, mais certainement pas l'Europe en entier.

Il faut également prendre en considération l'argument selon lequel l'Europe est incapable de résoudre ses propres problèmes sans l'intervention américaine. Certes, les problèmes basque et irlandais ne sont toujours pas résolus, mais l'ingérence des États-Unis dans les Balkans n'a peut-être pas donné des résultats réellement positifs. La médiation américaine en Europe montre qu'il est ainsi difficile pour les Européens de se doter d'une expression politique efficace pour l'identité historique et morale qu'elle prétend représenter.⁵⁷

Les Européens mettent souvent au premier plan leur volonté diplomatique. Cependant, la crédibilité des Européens a chuté à quelques reprises lorsque celle-ci

⁵⁶ Balibar, Étienne, *Europe, médiation évanouissante*, dans L'Europe, l'Amérique et la guerre, Éditions la Découverte, 2003.

⁵⁷ *Ibid.*

a décidé de ne pas se prononcer dans certains conflits jugés « hors de ses compétences ». Par exemple, la décision de ne pas intervenir dans le conflit tchéchène a témoigné non seulement du désintérêt de l'Europe dans cette affaire, mais de sa perception du caractère européen (ou plutôt non-européen) de la Russie.

Une « Europe européenne » peut émerger seulement si la politique étrangère donne forme à la politique intérieure. Des politiques étrangère et de défense réellement unifiées sont impossibles dans la situation actuelle, mais une « intervention combinée » des nations européennes dans les « grandes politiques » des affaires mondiales (décisions concernant la paix et la guerre, comme dans le cas de l'Irak, par exemple) peut se faire avec l'alliance permanente de trois puissances européennes – la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne – si ces États sont d'accord de se consulter selon certaines règles établies.⁵⁸

Selon Étienne Balibar, l'Europe doit se munir d'une sécurité collective mais celle-ci est inaccessible si les niveaux d'armement mondial ne sont pas réduits. Balibar est d'avis que l'Europe devrait refuser les plans proposés par l'OTAN de commencer un nouveau cycle de développement de ses capacités militaires (y compris ses capacités de « projeter » ses forces à l'extérieur de l'Europe, de remplacer ou de se joindre aux forces spéciales de l'armée américaine dans certaines de ses opérations). Au contraire, elle devrait immédiatement attaquer la question d'une réduction à long terme des niveaux d'armement dans le monde, le tout fait sous inspection et contrôle international. Mais ceci s'avère actuellement un défi de taille trop grande.

⁵⁸ *Ibid.*

Par contre, Balibar soutient que des interventions (militaires ou autres) sont encore nécessaires et parfois même souhaitées. Mais l'Europe pourrait tirer de son expérience la leçon suivante : les conflits militaires où s'affrontent des communautés ethniques, religieuses et culturelles ne peuvent être résolus que sur le plan local. Les groupes impliqués dans le conflit devraient eux-mêmes trouver la solution à leurs problèmes. L'Europe, parmi d'autres pays, pourrait assumer le rôle de médiateur dans ces conflits. C'est à l'Europe d'ailleurs que devrait revenir cette tâche de médiation car sa longue histoire de cohabitation linguistique et de traduction a fait d'elle une experte en interprétation. D'ailleurs, pour s'ouvrir aux autres civilisations, l'Europe se doit de rechercher un « langage commun ».⁵⁹ L'expertise européenne en matière de transmission juste de messages serait essentielle à l'instauration d'une vision de reconnaissance de tous les États. Ainsi pourrait-on enfin progresser vers l'établissement d'une paix durable en commençant, tout d'abord, par une entente euro-méditerranéenne. Si l'on avance comme argument que les pays méditerranéens arabes sont à la source d'une part des préoccupations en matières de sécurité de l'Europe, il vaudrait peut-être la peine de juger de la potentialité d'un rapprochement avec le monde arabe. C'est une nouvelle vision possible pour l'armée européenne qui, par la suite, pourrait servir de modèle pour les États-Unis qui défendent que la paix ne peut s'établir qu'avec l'usage de la force.

⁵⁹ Habermas, Jürgen, *Qu'est-ce que le terrorisme?*, Le Monde diplomatique, avril 2004.

Quelle place prend donc l'Europe militaire sur la scène mondiale? Quel est son rapport aux États-Unis? Peut-être serait-il en fait grand temps d'arrêter de prétendre que les Européens et Américains ont une vision semblable du monde, ou même qu'ils habitent le même monde. Ne serait-il pas possible que l'Europe décide tout simplement de tourner le dos au pouvoir pour le dépasser et embrasser un monde de règles et de lois et de négociation et coopération internationales? Certains diront qu'elle entre dans le paradis post-historique de paix et de prospérité relative, la réalisation de la « paix éternelle » annoncée par Kant. Cette vision s'affronte clairement à celle des Américains qui voient les lois internationales comme inefficaces au maintien de la sécurité.

En effet, les Américains ont plutôt tendance à résoudre leurs conflits par la force, en séparant distinctement les bons des méchants, alors que les Européens – comme nous l'avons mentionné plus tôt – ont plutôt recours aux méthodes diplomatiques. Les Européens sont plus rapides à faire appel à la loi internationale, aux conventions et opinions internationales pour régler les disputes. Ils s'engagent également davantage dans des missions de paix que dans des opérations offensives. Au cours du dernier siècle, les États membres de l'UE ont fourni 80% des forces du maintien de la paix dans les conflits armés du monde, ainsi que 70% des fonds pour la reconstruction.⁶⁰ Bien entendu, ce portrait ne dépeint qu'une

⁶⁰ Ioannides, Isabelle, *The European Rapid Reaction Force*, Bonn International Center for Conversion (BICC), septembre 2002.

caricature mais une qui renferme tout de même un élément de vérité : les États-Unis et l'Europe sont fondamentalement différents.

Pourquoi ces deux sont-ils si aujourd'hui diamétralement opposés? Robert Kagan⁶¹ estime que cette question a été négligée trop longtemps.⁶² Il faut cependant commencer par établir que les différences qui séparent l'Europe des États-Unis ne proviennent pas des caractères nationaux car la vision pacifique dont s'est dotée l'Europe est en soi relativement nouvelle. D'ailleurs, aux 18^e et 19^e siècles, alors que l'Europe se trouvait au sommet de son apogée impérialiste, les Américains de l'époque tenaient un discours plutôt semblable à celui des Européens d'aujourd'hui.

Deux siècles plus tard, les rôles inversés, les discours le sont aussi. Bref, on en conclut que les nations puissantes agissent en accord avec leur position privilégiée alors que les plus faibles invoquent la diplomatie et les lois internationales. Cette faiblesse serait, selon Kagan, en partie expliquée par le traumatisme qu'a subi l'Europe suite aux atrocités de la Seconde guerre mondiale. Depuis, elle refuserait toute forme de conflit armé et regarderait avec méfiance les États qui oseraient promouvoir un renforcement de la défense. L'Europe ne s'était-elle pas formée en partie pour contenir les ambitions expansionnistes de l'Allemagne? C'est une réflexion intéressante mais peu d'actualité aujourd'hui. Comme l'a déjà souligné Habermas, la question ne se pose plus à l'heure actuelle grâce aux institutions démocratiques qui sont de plus en plus stables et en accord

⁶¹ Analyste néo-conservateur en politique étrangère, Robert Kagan est également le cofondateur du « think tank » *Project for the New American Century* (PNAC - organisation militante non commerciale dont l'objectif est la promotion d'un *American Global Leadership* (Domination mondiale américaine).).

⁶² Kagan, Robert, *Of Paradise and Power*, Vintage Books, New York, 2003.

avec l'esprit libéral de ce pays.⁶³ Bien que l'unification des deux Allemagne ait suscité quelques craintes, celles-ci furent de courte durée et insuffisantes pour justifier le renforcement du projet européen.

D'ailleurs, il serait trop simple d'apporter cette prétendue faiblesse comme conclusion unique car il faut prendre également en considération le grand fossé idéologique qui existe entre Européens et Américains. De plus, d'autres raisons historiques s'ajoutent à cette explication. Il faut noter que les Américains n'ont pas vécu les mêmes expériences que les Européens et ces différences renforcent aussi l'écart entre eux.

Comme il a été expliqué dans la première partie de ce travail, l'histoire des deux guerres mondiales a entraîné la chute de l'Europe en tant que puissance militaire. Si la Première guerre mondiale avait affaibli l'Europe, la Seconde guerre qui suivit l'échec de la stratégie et diplomatie européenne a détruit les nations européennes en tant que puissances mondiales. Pendant la guerre froide, l'Europe assumait un rôle important, grâce à sa situation géographique qui la plaçait entre la démocratie et le communisme, mais la fin de la guerre lui a fait perdre cette position stratégique.

Après la guerre froide, la « nouvelle Europe » offrait des promesses de nouvelle superpuissance à la fois économique, politique et militaire. Mais la réalité fut tout autre et l'Europe, au lieu de profiter de l'effondrement de l'URSS pour s'imposer sur la scène mondiale, prit l'opportunité offerte par l'avènement de cette nouvelle paix pour se retirer de l'investissement militaire. Ce désintérêt se manifesta

⁶³ Habermas, Jürgen, *Conférence de Jürgen Habermas : Pourquoi l'Europe a-t-elle besoin d'un cadre constitutionnel?* No. 7 Débat : la nation, l'Europe, la démocratie – juin 2001.

de manière flagrante lors des conflits qui éclatèrent dans les Balkans. Il fut alors évident que les Européens n'étaient pas en mesure de régler des conflits armés sur leur propre territoire sans l'aide des Américains. Pour que les Européens aient pu s'élever au même niveau que les Américains d'un point de vue militaire, il aurait fallu couper dans les programmes sociaux en place et investir davantage dans les dépenses de défense. Manifestement, les Européens n'étaient pas prêts à assumer un tel changement et nous étudierons plus en détail les raisons de ce refus dans la troisième partie.

Bien que les Américains soient plus prêts à s'engager dans un conflit militaire, ils n'ont pourtant pas plus envie de se soumettre aux dangers que les Européens. Bien loin de là, les forces armées américaines ont beaucoup investi dans le développement de nouvelles technologies de pointe qui permettent aux soldats américains de mener leur offensive à distance. Les différences quant à la volonté de s'engager n'est donc pas une question de courage (en effet, durant les crises dans les Balkans et au Kosovo, le Premier ministre britannique Tony Blair était plus enclin à envoyer des troupes au sol que le président américain Bill Clinton). Mais, en même temps, cette différence d'investissement et cette garantie accrue de sécurité des soldats américains ont également contribué à élargir l'écart entre militaires européens et américains.

Selon Kagan, la faiblesse de l'Europe a eu comme effet d'entraîner une aversion de la part des Européens envers la puissance militaire. Ainsi, on semble mettre de l'avant de plus en plus l'idée que le pouvoir en lui-même n'est pas important. On oppose l'unilatéralisme américain et, ce faisant, les Européens se

croient plus impliqués dans les affaires mondiales sans pour autant admettre l'intérêt personnel qui les motive.

Au fond, les Européens et Américains sont tous deux plus ou moins d'accord sur l'établissement d'un certain ordre mondial. Là où ils diffèrent, c'est dans ce que constitue une menace tolérable à cet ordre mondial. Les Américains, évidemment, perçoivent des menaces que les Européens ne considèrent pas ou peu importantes. C'est un des éléments clefs, habilement développé par Kagan, qui explique en grande partie la grande problématique de ce travail. Nous reprendrons cette idée plus tard lorsque nous exposerons les réponses sociologiques du phénomène du non-engagement militaire européen. Entre temps, les arguments de Kagan méritent d'être présentés. Selon lui, les Européens ont tendance à croire que les Américains sont déraisonnables dans leurs attentes de sécurité et que l'Europe, plus proche et plus habituée aux dangers, réussit à tolérer davantage les menaces potentielles. Cependant, il avance que cet argument est erroné, même avant le 11 septembre, car les Américains ont toujours dû vivre dans un certain état d'insécurité, constamment entourés d'empires européens hostiles et envahisseurs. Quant à l'énoncé qui veut que l'Europe soit plus tolérante aux menaces, il peut aussi être démenti car l'histoire de l'Europe montre qu'il a toujours été plus facile de se faire la guerre que de tolérer l'autre.⁶⁴

Les Européens ont, au contraire, une plus faible tolérance aux dangers imminents depuis la fin des deux guerres mondiales. Où Kagan se trompe peut-être – et nous verrons pourquoi plus tard – c'est lorsqu'il énonce qu'encore une fois, c'est parce que l'Europe se trouve dans une position de faiblesse qu'elle accepte

⁶⁴ *Ibid.*

d'ignorer certaines menaces que les Américains perçoivent comme insoutenables. Kagan explique que les Américains tolèrent moins certaines menaces potentielles que les Européens car ils ont simplement beaucoup plus de ressources disponibles pour les contrer. C'est pourquoi les Américains sont plus en faveur d'une opération offensive en Irak que leurs alliés européens.

Kagan affirme que ce n'est pas plus de tolérance mais plus de négation qui pousse les Européens à redéfinir ce qui constitue une menace. En fait, les Européens refuseraient d'admettre qu'il existe des menaces en soi. Ils s'entêteraient à croire que tout ce que les Américains définissent comme problème a une solution. Tandis que les Américains se défendent contre la prolifération d'armes de destruction massive ou du terrorisme, les Européens embrassent les « défis » posés par les conflits ethniques, la migration, le crime organisé, la pauvreté ou la dégradation environnementale.

Mais aussi, il faut également prendre en considération que la menace n'est pas la même non seulement pour des raisons de psychologie divergente mais parce que les États ennemis ne représentent pas les mêmes niveaux de menace extérieure pour l'Europe et les États-Unis. Certes les États-Unis, grâce à leur puissance militaire, disposent de plus de moyens pour contrer la menace mais, justement à *cause* de leur puissance supérieure, ils représentent également une plus grande cible. On en vient donc tous à la même conclusion, que les menaces extérieures sont essentiellement un problème américain.

Ce serait pourquoi aussi l'Europe, qui se trouve géographiquement plus proche des menaces identifiées par les États-Unis, accepte de tolérer cette situation car Américains et Européens savent tous deux que si une crise internationale devait

émerger, les Américains seraient les premiers à se rendre sur les lieux. Les Américains sont reconnus comme les premiers intervenants dans tout conflit mondial d'intérêt.⁶⁵

Naturellement, les Européens s'opposent à l'unilatéralisme américain pour plusieurs raisons dont l'une psychologique selon laquelle ils ne veulent pas accorder à un État ce qu'ils ne peuvent pas se permettre. En revanche, les Européens n'ont jamais souhaité surveiller de près la montée en puissance des Américains en se bâtissant une puissance personnelle. Au contraire, s'ils veulent restreindre la puissance américaine, ce sera en s'éloignant du pouvoir. Dans un sens, l'Europe est effectivement postmoderne dans sa vision de la guerre et de la sécurité, mais cette vision postmoderne dépasse celle que décrit Kagan. L'Europe se définit postmoderne non seulement dans sa perception de la menace, mais davantage encore dans sa compréhension des limites qu'ont les frontières de son territoire.

Le dépassement du territoire

Admettons que la différence entre les psychologies européenne et américaine offre une explication plus convaincante que les obstacles d'ordre financiers et logistiques. Cependant, cette réponse n'est toujours que partielle et n'offre pas une explication complète du manque de volonté européen quant à la création d'une armée unique. Il ne peut être aussi simple que d'établir que l'Europe, plus faible sur les plans politique et militaire, se donne par défaut le rôle plus noble

⁶⁵ *Ibid*, page 35.

de diplomate international simplement pour ne pas perdre la face sur la scène mondiale. Le fait est que les menaces à la sécurité sont la préoccupation autant des Européens que des Américains. Malgré les différences, les Européens et Américains sont tout de même tous d'accord sur les valeurs démocratiques. Cependant, dans un monde incertain, la sécurité devient alors la valeur suprême à protéger et elle a tendance à écarter les autres valeurs, y compris celles qui avaient le plus d'importance avant que n'augmente le sentiment d'insécurité.

Il faut toutefois indiquer que l'Europe, qu'elle soit ou non entrée dans une ère postmoderne, subit tout de même les changements apportés par un dépassement de l'État-nation. L'ouverture de ses frontières, entre autres, a redéfini l'importance de son territoire. Conséquemment, une différente perception du territoire entraîne également une manière différente de le défendre et d'en assurer la sécurité.

Depuis longtemps, Zygmunt Bauman avance qu'on s'était représenté la solidité, la rigidité, la fixité comme étant signe de progrès. Par exemple, l'histoire de la civilisation expliquait la victoire des sédentaires, c'est-à-dire les propriétaires de constructions fixes et permanentes, sur les nomades. Selon cette version des faits, les nomades étaient perçus comme barbares et primitifs. « La croissance de la civilisation allait donc de pair avec l'évolution et l'amélioration des relations hommes-terre dans le cours du temps et de l'espace. »⁶⁶ Le progrès, c'était de s'installer définitivement sur un territoire donné. Ce mode de pensée caractérise ce que Bauman appelle la « modernité solide », une modernité que nous aurions maintenant dépassée, et la vision selon laquelle la domination implique un

⁶⁶ Bauman, Zygmunt, *Liquid Modernity*, Polity Press, 2000, page 187.

engagement serré et entraîne la conquête, la colonisation ou l'annexion d'un territoire.

Quant à la domination dans la modernité solide, elle implique l'occupation d'un territoire tout en gardant les résidents de ce territoire sous surveillance constante. Pour vaincre, un État envahit un territoire qu'il souhaite soumettre, grâce à toute une technologie lourde, une série de chars d'assaut et équipement d'armée imposant et massif, pour ensuite y édifier des bâtiments et constructions permanents qui attesteront non seulement du passage, mais de l'établissement indéfini de l'envahisseur. Ce sont ces marques de permanence qui, bien entendu, agira en tant que témoin de la puissance de l'occupant.

Par conséquent, la modernité solide concrétise l'ère de l'espace. Cette ère, qui commença avant la modernité même, a été marquée par certaines traces historiques, telle la muraille de Chine, structure immensément imposante, mais aussi les fossés, les pont-levis, et les donjons des temps médiévaux. Plus tard, l'ère de l'espace prit d'autres formes avec d'autres constructions, dont l'une des plus récentes fut le mur de Berlin. Comme l'explique Bauman, « au cours de cette ère, le territoire était la ressource la plus convoitée, la principale récompense de toute lutte entre puissances, la marque qui distinguait les vainqueurs des vaincus. [...] Surtout, le territoire constituait la meilleure garantie de sécurité car les questions de sécurité étaient évaluées et abordées en termes de longueur et de largeur du territoire contrôlé. [...] [Puisque] l'entrée pouvait être rigoureusement régulée et contrôlée, le territoire était un refuge, un lieu où s'échapper, dans lequel il était possible de

s'enfermer, de se cacher et de se sentir en sûreté. Les pouvoirs que l'on fuyait s'arrêtaient à ses frontières. »⁶⁷

Évidemment, un monde dans lequel la réalité se fonde sur la consistance et la fermeté, ne peut produire des résultats que dans le long terme. C'est pourquoi on aurait assisté à un changement de modernité. Les changements dans cette nouvelle « modernité liquide » – notamment l'accélération et la légèreté des déplacements – ont fait du temps l'arme ultime pour la conquête de l'espace. Aujourd'hui, on ne peut plus se permettre de prendre trop de temps : bouger lentement, même si c'est de manière constante, est maintenant devenu un handicap.

À l'heure actuelle, le pouvoir peut se répandre à une vitesse hallucinante. Il peut se transmettre par simple signal électronique et de manière quasi instantanée. Le pouvoir n'est plus confiné au territoire et ne subit plus les contraintes du ralentissement ou de la résistance de l'espace. La technique de conquête la plus prisée est maintenant l'échappement, le glissement, l'évitement. C'est la stratégie qui a été employée pendant la première guerre du Golfe et en ex-Yougoslavie. On évite d'envoyer des troupes au sol car on estime cette tactique inefficace et contre-productive. La conquête du territoire et la gestion administrative qui s'ensuit ne faisant d'ailleurs pas partie des objectifs de l'action de guerre, on essaie à tout prix d'éviter ce qu'on considère une manière de créer plus de complications.

La modernité liquide implique le dépassement du territoire par le pouvoir qui est devenu *extraterritorial* et ne connaît pratiquement aucune limite. Ceci était vrai depuis déjà quelque temps mais cette réalité s'est véritablement manifestée lors des

⁶⁷ Bauman, Zygmunt, *Guerre de reconnaissance sur la frontière planétaire*, Esprit, no. 290, décembre 2002.

événements du 11 septembre. Si l'on s'appuie encore sur les dires de Bauman, « les événements du 11 septembre 2001 ont de nombreuses significations, mais nous serions tentés de dire que la signification la plus originale et de plus grande portée est celle de la fin symbolique de l'ère de l'espace. »⁶⁸ Pourquoi symbolique? Premièrement parce que l'effondrement des tours du World Trade Center de Manhattan vint d'abord ébranler considérablement la perception de notre réalité pour concrétiser une peur qu'on avait jusqu'à ce moment-là crue exagérée, voire improbable. Mais symbolique également car l'attaque terroriste était menée contre les emblèmes les plus connus de la ville la plus connue du monde et tout cela devant des caméras de télévision, c'est-à-dire que les événements furent captés en direct par les moyens de communication les plus modernes qui retransmirent instantanément des images dont la signification était compréhensible au monde entier et dont l'impact n'aurait su être produit par aucun autre événement, aussi tragique et saisissant aurait-il pu l'être.

Mais encore – et c'est ici qu'on y voit les implications pour la défense européenne – les événements du 11 septembre ont prouvé qu'il n'était plus possible de s'isoler du reste du monde, que le territoire ne représentait plus ce havre de sûreté qu'il avait été au temps de la modernité solide. Suivait alors au constat que le territoire avait bel et bien perdu sa capacité protectrice la prise de conscience qu'il n'était plus possible de se cacher des attaques extérieures et que ces attaques pouvaient être planifiées et exécutées de n'importe quelle distance. Les forteresses et murs de pierre, de béton ou de barbelés ne sont plus en mesure d'empêcher l'infiltration de la menace. Pour citer Bauman : « La force et la faiblesse, la menace

⁶⁸ *Ibid.*

et la sécurité, sont devenues fondamentalement des affaires extraterritoriales, qui échappent aux solutions territoriales. »⁶⁹

Ainsi, une insécurité s'installe chez les individus. Les attaques du 11 septembre ont fait de la menace quelque chose de tangible et réelle. Certes, dans le domaine de la sécurité globale, la menace existait, mais elle s'exprimait dans un langage confus et complexe, éloigné des individus. Dès lors, elle s'est traduite en un langage familier et facilement compréhensible et sa portée s'étend désormais à un niveau personnel. L'individu est alors de plus en plus conscient des vulnérabilités auxquelles il est exposé.⁷⁰

Nous étudierons davantage cette insécurité qui s'est emparée des Européens dans la troisième et dernière partie de ce travail. Entre temps, nous soulignerons que les individus comprennent désormais que la taille de l'arsenal militaire ou la finesse de la technologie de pointe ne suffit plus pour étaler sa puissance. On comprend également que le monde ne se divise plus en deux parties, comme le signale Éric Le Boucher dans son article sur le 11 septembre paru dans le Monde : l'une est « riche, sûre et retranchée derrière son système antimissile moderne alors que l'autre est simplement abandonnée à ses guerres et à ses 'archaïsmes'. »⁷¹ Depuis le 11 septembre, il est évident que l'on ne peut plus ignorer l'anarchie des pays lointains si les habitants des pays où l'on se croit en sécurité veulent continuer de vivre en sécurité.

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ Bauman, Zygmunt, *Society Under Siege*, Polity Press, 2002.

⁷¹ Le Boucher, Éric, «Le 11 septembre, tournant de la mondialisation», Le Monde, 25 octobre 2001, p. 17.

Bauman indique donc que « l'espace global a pris le caractère d'une zone frontière ». Dans ces zones, c'est l'habilité et l'adresse qui comptent, beaucoup plus que l'accumulation d'armes. Il est peu probable d'atteindre un résultat si l'on s'acharne à accorder une dimension territoriale aux conflits. Dans les guerres de frontières, on sait que les adversaires sont en déplacement constant et que leur force réside justement dans leur capacité à être rapides, invisibles et secrets dans ces déplacements. Il faut toujours se rappeler que les adversaires sont extraterritoriaux. Saisir le territoire que ces adversaires occupaient hier ne garantit en rien la victoire et encore moins « la fin des hostilités ».

Cette réalité touche l'Europe d'une manière particulière. Avec l'ouverture de ses frontières et l'élargissement continu de son étendu, l'Europe est de plus en plus consciente des « ennemis infiltrés » qui se déplacent librement sur son territoire. D'un côté, on pourrait renforcer l'idée que l'Europe est devenue postmoderne par le fait que les Européens savent pertinemment que les technologies militaires modernes sont incapables d'assurer la sécurité du continent. Ils savent également que des années de colonialisme et de conquête du territoire étranger n'ont pas mené à la paix d'esprit. Au contraire, cette époque de leur histoire sera en partie explicative des insécurités que vivent les Européens. Ce dernier point sera davantage élaboré dans la troisième partie.

Le paradoxe de l'armée nationale

En Europe, le dépassement du territoire et l'annulation de la protection jadis assurée par la frontière mettent en évidence le paradoxe de l'armée nationale. Ce constat est renforcé d'un autre côté par l'affirmation de Pierre Manent que les Européens, confrontés à une Europe mal définie, sont devenus indifférents aux frontières.⁷² Cette indifférence se traduit par une perte d'appartenance à un territoire donné et par la conviction qu'il est futile de devoir le défendre car la guerre, si elle ne concerne pas la délimitation de frontières, n'a plus de raison d'être, du moins entre États européens. Ainsi, les États européens n'ont plus vraiment de raisons qui justifient, du moins tactiquement, le maintien d'une armée qui se consacre à la défense d'une nation dont les frontières sont ouvertes aux autres membres de l'Union et facilement franchissables par quiconque désire les pénétrer. L'enjeu de la guerre moderne – la conquête du territoire et la pénétration de ses frontières – n'ayant plus la valeur qu'il avait, combiné aux nouvelles menaces à la sécurité des citoyens, a changé la nature même de la guerre et, par conséquent, de la défense. Les Européens ont beaucoup plus intérêt à mettre leurs ressources de défense en commun et d'unifier leurs efforts pour le bien-être de toute la communauté s'ils veulent un jour venir à bout des dangers qui les guettent.

Donc, en dépit de tous les arguments qui pointent dans cette direction, comment s'explique-t-il alors que les Européens n'investissent pas pleinement dans le projet de l'armée européenne? Nous pouvons affirmer que ce ne sont pas pour des raisons financières ou de logistique. Quant aux autres raisons susmentionnées

⁷² Manent, Pierre, *Cours familier de philosophie politique*, Éditions Fayard, 2001.

– son refus de la guerre, son rôle militaire mal défini, et sa volonté de régler les conflits armés par voies diplomatiques – elles ont expliqué en partie pourquoi l'Europe n'allait pas de l'avant avec son projet de défense commune. Pourtant, il est clair que les menaces de terrorisme global sont également une préoccupation de l'Europe. En fait, et c'est ce que nous tenterons de prouver dans la partie suivante, ce sont des raisons sociologiques fondées surtout sur l'insécurité des citoyens qui offrent la meilleure réponse à cette question.

PARTIE 3

Une réponse sociologique

Les raisons de nature politique qui ont été avancées jusqu'à maintenant pour expliquer le manque de volonté dont souffrent les pays de l'Union européenne quant à la mise sur pied d'une armée commune n'ont effleuré qu'une partie du problème. Pour enfin répondre adéquatement à cette question, il faut une troisième et dernière partie pour étudier l'Europe de l'intérieur. Il est important de comprendre ce qui distingue l'Union européenne des autres entités politiques qui cherchent à se défendre contre une menace envers sa sécurité. Il est vrai, comme le soutient Kagan, que l'Europe se distingue des États-Unis de plusieurs manières, et l'une d'entre elle est sa façon de concevoir la menace autrement qu'extérieure à elle-même. La sécurité que recherchent actuellement les Européens est une qui est très proche de leur corps et biens matériels. Les citoyens d'Europe veulent désormais une sécurité contre les intrus dans leur communauté et les étrangers à l'entrée de leur porte. La menace pour l'Europe, elle n'est pas tant chez le terroriste étranger qui complot dans un pays lointain qu'elle est incarnée dans ces individus qui habitent au sein même de sa société. Par rapport aux Américains, les craintes des Européens ont peut-être les mêmes racines mais elles ne sont pas perçues de la même manière et exigent des méthodes différentes pour les apaiser. Une armée puissante, qui paraît efficace pour protéger le territoire américain, ne semble pas appropriée pour assurer la sécurité requise par les Européens. C'est plutôt vers les

États que les Européens vont se tourner pour trouver un réconfort, une attitude qui ne pourra qu'entraver le projet d'armée commune européenne.

L'essence européenne et la territorialité

Plus de deux mille ans se sont écoulés depuis l'apparition des premiers récits explicatifs sur la création de l'Europe. Le parcours qu'a suivi l'Europe depuis deux millénaires a été marqué d'une série de rêves et d'ambitions, tous en vertu d'une aventure à accomplir. Ils se sont éventuellement solidifiés sous forme de stéréotypes qui, par la suite, sont devenus ce que l'on peut appeler les « essences » de l'Europe qui définissent alors la réalité européenne.⁷³ Dans une ère de territorialité et de souveraineté territoriale, il est présumé que les réalités sont définies par l'espace et fixées sur un territoire. Dans ce sens, l'Europe ne fait certainement pas figure d'exception. La même chose peut être dite du « caractère européen » et des « Européens » eux-mêmes.

Plusieurs sont ceux qui ont tenté de décrire le caractère européen. Bauman cite le poète polonais Alexander Wat qui décrivait l'Européen typique comme « délicat, sensible, éduqué, quelqu'un qui ne manquerait jamais à sa promesse, qui ne piquerait jamais à l'affamé le dernier morceau de pain et qui ne dénoncerait jamais les autres détenus au gardien de prison... » Suite à cette réflexion, Wat ajoute : « J'ai déjà rencontré un tel homme. Il était arménien. »⁷⁴

⁷³ Bauman, Zygmunt, *Europe : An Unfinished Adventure*, Polity Press, London, 2004.

⁷⁴ *Ibid.* Citation traduite.

Bien que l'on puisse ne pas être d'accord avec la description de Wat (après tout, comme le souligne Bauman, il fait partie du caractère européen d'être incertain de la vraie nature européenne et d'en débattre continuellement), on ne pourrait pas disputer des deux sous-entendus de la proposition de Wat. Premièrement, Bauman argumente que « l'essence de l'Europe » a tendance à dépasser « l'Europe réellement existante » : il fait partie de l'essence « d'être un Européen » que d'avoir une essence qui dépasse toujours la réalité, et c'est l'essence des réalités européennes que de toujours traîner de la patte derrière l'essence de l'Europe. En deuxième lieu, même si « l'Europe réellement existante », c'est-à-dire l'Europe des hommes politiques, des cartographes et de tous ses représentants, est une notion géographique et une entité confinée dans l'espace, l'essence de l'Europe, quant à elle, n'est ni un, ni l'autre. On n'est pas européen simplement parce qu'on est né ou qu'on habite une ville inscrite sur la carte politique de l'Europe. En fait, Bauman estime qu'on peut être européen sans jamais n'avoir visité aucune de ces villes. D'un autre côté, nous le verrons plus tard, on peut habiter l'Europe sans jamais vraiment s'y intégrer.

Effectivement, l'identité européenne peut difficilement se rattacher au territoire de l'Europe. C'est pourquoi en donner une définition pose inévitablement un problème. Alex Warleigh a d'ailleurs fait l'observation que les Européens ont davantage tendance à accentuer leurs différences que de faire état de ce qu'ils ont en commun.⁷⁵ Quant au territoire européen lui-même, il vaut peut-être la peine de noter que l'Europe géographique n'a jamais eu de frontières fixes, et il est peu

⁷⁵ Warleigh, Alex, *Democracy in the European Union : Theory, Practice and Reform*, Sage, London, 2003.

probable qu'elle en aura aussi longtemps que survivra son « essence » qui, elle, n'est nullement rattachée à un espace physique. À chaque fois que les États européens ont tenté conjointement de déterminer leurs frontières de d'y installer des douaniers armés et des agents d'immigration pour veiller à ce qu'elles soient préservées, ils n'ont jamais réellement réussi à les renforcer, les garder fermées et impénétrables. Toute ligne entourant l'Europe continuera d'être un défi pour le reste de la planète et une invitation ouverte à la transgression.⁷⁶

Les Européens ont une histoire de colonisation dont le modèle apporté promettait la liberté et l'affirmation de soi pour tous, mais ceci s'est fait à un prix plus élevé que la plupart d'entre eux étaient prêts à payer. L'Europe a ouvert la voie à la tolérance de l'autre, tout en déclarant une guerre d'attrition contre tout autre ou semblable qui refusait de s'élever aux standards qu'elle avait fixés. Pendant des siècles, le reste de la planète ne représentait pas une menace pour l'Europe, mais une source de défis à surmonter.⁷⁷ Comme de fait, la mission de colonisation de l'Europe a mené à un influx important de réfugiés politiques et économiques à l'intérieur du territoire européen. Cependant, il est bientôt devenu évident que même si on refusait à ces réfugiés certains de leurs droits humains, le fardeau du nouveau régime de sécurité n'épargnerait pas les citoyens de l'Union européenne et ses États constitutants. Au nom de la sécurité menacée par les hostilités de la planète, des mesures draconiennes ont été implantées dans un pays après l'autre afin de permettre des incarcérations « préventives » sans procès et selon la discrétion de la police secrète. Pour garantir la sécurité du territoire, on n'a pas pu empêcher

⁷⁶ Bauman, Zygmunt, *Europe : An Unfinished Adventure*, Polity Press, London, 2004.

⁷⁷ *Ibid.*

certaines violations répétées de la vie privée, l'accès des services secrets aux informations les plus intimes liées à n'importe quel suspect, peu importe le peu de preuves qui pouvait soutenir les raisons de suspicion. La défense de la liberté est désormais devenue une tâche mondiale qui doit être résolue à un niveau global. C'est donc pour cette raison que Bauman soutient que les Européens veulent désormais refuser à tout prix l'accès à ceux qui « détestent leurs valeurs,» ces détracteurs de la démocratie. Ceci est d'autant plus important si l'on définit l'Europe comme étant une « communauté de valeurs ».

Une menace interne

Nous avons déjà établi que la postmodernité de l'Europe s'exprime par son dépassement du territoire et l'acceptation qu'il ne représente plus une garantie de sécurité. L'Europe se distingue par sa prise de conscience que les frontières sont franchissables et que « l'ennemi » peut s'y infiltrer facilement. C'est d'ailleurs pour cette raison que les Européens ont une relation différente avec les étrangers qu'elle accueille sur son territoire. Les Européens n'ont pas qu'une perception différente de la menace, ils ont également une politique d'immigration qui diffère beaucoup de celle des Américains. Des différences fondamentales existent dans la manière dont s'exprime l'immigration en Europe et aux États-Unis. Traditionnellement, aux États-Unis, les immigrants s'assimilent bien et souhaitent de se défaire de leur culture d'origine rapidement. Ils ont une grande envie de renouveau et d'embrasser « le rêve américain ». Mais la réalité est toute autre en Europe. Les immigrants qui

viennent au vieux continent n'ont pas ce besoin ardent de renier leur passé à tout prix. Au contraire, la plupart des immigrants apportent leur culture avec eux et insistent pour la garder vivante dans leur communauté d'adoption. L'impact des diasporas culturelles met en question le principe même de l'immigration en Europe et entraîne un sérieux débat sur sa gestion au sein de l'Union européenne.

Contrairement aux États-Unis qui perçoivent la menace envers leur territoire comme émergente d'un État malveillant lointain, les Européens ont plutôt tendance à croire que la menace est déjà internalisée sur leur continent. En partie à cause des frontières ouvertes, en partie également à cause d'une longue histoire de colonialisme, les Européens auraient plutôt tendance à croire que l'ennemi réside déjà dans leurs villes où il y vit sans être identifié. La composition des habitants de l'Union est d'abord très variée. Pour commencer, l'Europe elle-même est constituée de centaines de nationalités différentes qui parlent 35 langues officielles et à peu près 225 langues vernaculaires ou dialectes.⁷⁸ Et si cela ne représentait pas un assez grand nombre de points de vue divergents, il faut aussi prendre en considération la population grandissante d'immigrants qui apportent avec eux toute une autre culture et langue à ajouter au lot déjà existant.

Les ethnographes ont identifié plus de 2 000 groupes ethniques différents sur la planète. Compte tenu qu'il n'existe qu'environ 200 États-nations reconnus comme tels, il va sans dire que la majorité des ethnies vivent en tant que minorité dans leur propre pays ou comme peuple déplacé en quête d'un État propre.⁷⁹ La notion même de diaspora suppose un attachement encore solide au pays d'origine. Grâce aux

⁷⁸ Wikipédia, *Europe - Langues*, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Europe#Langues>

⁷⁹ Cohen, R. *Global Diasporas*, University College London Press, London, 1997, pp. ix-x.

moyens de transport et de communication sophistiqués de notre époque, il est encore plus facile de maintenir ce lien avec la mère-patrie. Prenons l'exemple d'un Algérien qui s'installe en France. Ce dernier peut communiquer à tous les jours avec sa famille éloignée grâce au téléphone et à l'Internet. Un simple abonnement satellite lui permet également de voir la programmation de la majorité des chaînes algériennes, de façon à ce qu'il soit toujours au courant des nouveautés politiques et culturelles de son pays. D'ailleurs, s'il le désire, il peut aussi se procurer des journaux arabes, vendus couramment dans certains kiosques ou, s'il n'en trouve pas, il peut toujours lire les grands titres sur Internet. Quant à un retour direct aux sources, les compagnies d'aviation sont de plus en plus compétitives en Europe et offrent des voyages très peu coûteux vers toutes les destinations du globe, et encore plus vers les pays qui contournent la Méditerranée.

La culture non plus n'est plus contrainte aux frontières d'un territoire. Il en résulte que les immigrants peuvent vivre leur culture à la fois chez eux et ailleurs.⁸⁰ Dans plusieurs cas, la diaspora culturelle partage son allégeance et sa loyauté entre deux patries. C'est ce phénomène qui pose des inquiétudes quant à la sécurité des populations locales. En France, par exemple, les musulmans représentent entre 5% et 9% de la population française⁸¹ et la plupart d'entre eux, issus surtout de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie, se considèrent à la fois musulmans et français. Des tensions se font évidemment sentir lorsque ces loyautés sont confrontées l'une contre l'autre.

⁸⁰ Beck, Ulrich, *What is Globalization?*, Cambridge, Polity, 2000.

⁸¹ il est impossible de fournir des statistiques précises car la loi *Informatique et Liberté* de 1978 interdit tout dénombrement dans les enquêtes officielles portant sur l'appartenance ethnique ou religieuse. Toutefois, les estimations de 2003 indiquaient que 5 à 6 millions de personnes musulmanes vivant en France : plus de 35 % viennent d'Algérie, 25 % du Maroc, 10 % de Tunisie (3 anciennes colonies françaises). http://fr.wikipedia.org/wiki/Islam_en_France

L'immigration vers l'Europe est souvent une question économique. Les immigrants cherchent une source de revenu et trouvent la plupart du temps les emplois qui n'intéressent pas la population locale. Mais la venue d'une nouvelle main d'œuvre est toujours inquiétante et les Européens voient souvent leur arrivée comme une menace à leur propre emploi. Il y a également la crainte que les immigrants s'ajouteront à la déjà longue liste des assistés sociaux.

Mais encore, il existe la peur que les immigrants, surtout s'ils sont pauvres, apportent aussi une certaine insécurité. Il est d'ailleurs vrai qu'un nombre important d'immigrants commettent des crimes et aboutissent en prison. En Allemagne, 33% des personnes incarcérées sont des immigrants alors qu'ils ne représentent à peine 9% de la population totale de l'Allemagne. En France, les immigrants représentent 26% des prisonniers alors qu'ils comptent pour 8% de la population française.⁸²

C'est le taux élevé de chômage qui explique ce taux élevé de criminalité chez les groupes immigrants en Union européenne. En Allemagne, ils sont 15% à ne pas avoir d'emploi contre 7% de la population locale. En France, 20% des immigrants sont au chômage alors que seulement 9% des Français sont sans emploi. Les Européens sont de plus en plus méfiants. Dans un sondage mené par la Commission européenne, 39% des résidents de l'Union affirmaient qu'il fallait renvoyer un immigrant légal dans son pays d'origine s'il était au chômage. Toutefois, les immigrants ont rétorqué qu'il leur était systématiquement impossible de trouver un emploi dans plusieurs domaines. Par exemple, il y a plus de 50 professions en France qui ne soient pas accessibles aux personnes n'étant pas

⁸² Fuller, Thomas, *Foreign Workers Face Turning Tide: Backlash in Europe*, International Herald Tribune, December 24, 2002.

membres de l'UE, y compris pilote de lignes commerciales, pharmacien, gestionnaire de funérarium, sage-femme et architecte. Les étrangers n'ont pas le droit d'obtenir une licence leur permettant de vendre de l'alcool et du tabac. D'autres pays membres de l'UE arborent des restrictions semblables.⁸³

Les immigrants vivent une grande discrimination de la part des habitants de leur pays d'adoption. Comme l'explique Jeremy Rifkin, cette discrimination perpétue en retour le cycle de pauvreté et d'aliénation et attisent les flammes du désordre social entre les immigrants, créant ainsi une sorte de cercle vicieux qui est difficile de rompre.⁸⁴ Il s'ensuit que souvent les parents immigrants sont incapables d'imposer une autorité familiale. La perte de l'autorité parentale qui s'ajoute à une pauvreté abjecte et un sentiment de ne pas être accepté dans son nouveau chez-soi sont tous des facteurs qui contribuent à l'escalade d'un comportement antisocial et du crime.

Les Européens regardent donc d'un œil inquiet la montée de l'immigration. Le ressentiment éprouvé fait monter les tensions et pourrait même devenir une entrave à l'Européanisation. Seulement 21% des Européens sondés en 2001 se sont dits « activement tolérants » envers les immigrants. Plus de la moitié de la population interrogée affirment que la qualité de l'éducation dans les écoles diminue si la proportion d'immigrants dans les classes est « trop élevée ». De plus, la moitié des répondants européens croient que « les personnes issues de groupes minoritaires abusent du système d'assistance sociale ».⁸⁵

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ Rifkin, Jeremy, *The European Dream*, Penguin, New York, 2004.

⁸⁵ Fuller, Thomas, *Foreign Workers Face Turning Tide: Backlash in Europe*, International Herald Tribune, December 24, 2002.

Même au Royaume-Uni, qui a pendant longtemps été reconnu pour sa tolérance relative envers les immigrants, les deux-tiers des sondés ont affirmé qu'il y avait trop d'étrangers dans leur pays.⁸⁶ De manière similaire, un sondage allemand indique que les deux-tiers de la population serait en faveur de lois de l'immigration plus sévères. Le ressentiment grandissant envers les immigrants a encouragé la naissance de partis anti-immigration d'extrême droite dont plusieurs obtiennent un soutien considérable de la population.

L'insécurité européenne

Il est clair que depuis le 11 septembre 2001, ce sont surtout les étrangers musulmans qui ont suscité l'inquiétude face à l'immigration. Il en est tel que les étrangers d'autres provenances sont presque oubliés. En outre, la population musulmane croît à une vitesse consternante en sol européen et elle est sans cesse sous les projecteurs médiatiques ou au cœur des débats politiques. Par exemple, en 2004, la France conclut une série de longs débats médiatisés sur le port du voile musulman en faisant adopter la loi sur la laïcité qui interdit tout symbole religieux visible dans les institutions publiques. La controverse sur le voile islamique date d'octobre 1989 lorsque trois jeunes filles refusèrent d'enlever leurs voiles islamiques en classe au collège Gabriel Havez de Creil. De 1994 à 2003, une centaine de filles a été expulsée de collèges et de lycées publics pour avoir porté le voile islamique en

⁸⁶ *Ibid.*

classe.⁸⁷ Dans les forums politiques, cette démonstration d'appartenance religieuse était considérée un comportement inadmissible pour les immigrants qui vivaient en France. Bien que les communautés musulmanes aient jugé cette loi une violation envers le droit de pratiquer leur religion, la France, quant à elle, objecte que depuis les débuts de la République, le gouvernement français a toujours lutté pour préserver l'unité nationale. C'est pour cette raison que la France refuse de reconnaître l'existence de groupes ethniques ou peuples minoritaires sur son territoire. Rifkin cite Charles Fleming qui soutient que depuis la création de la République française, les Français ont toujours eu l'obsession que l'unité du peuple français était fragile et qu'il ne fallait surtout pas la rendre encore plus fragile.⁸⁸ En février 2004, l'Assemblée Nationale vote donc majoritairement en faveur de l'abolition de tout symboles religieux dans les institutions publiques, soit 494 voix contre 36. Alors que la nouvelle loi reflète un sentiment partagé par la majorité de la population française et a même aidé à apaiser certaines tensions, elle a dans d'autres cas accentué le mépris de la communauté musulmane en France déjà fortement aliénée.⁸⁹

L'idéal d'assimilation en France est de plus en plus défié depuis quelques années avec ce que la population perçoit comme un influx massif d'immigrants musulmans, entre autres. D'ailleurs c'est cette perception, constamment accentuée par les médias et politiques, qui constitue le réel problème, bien plus que le nombre soi-disant croissant d'immigrants. En réalité, la proportion d'immigrés musulmans en France est stable depuis des années. Toutefois leur visibilité accrue remet en

⁸⁷ Wikipédia, *Voile islamique en France*, http://fr.wikipedia.org/wiki/Voile_islamique_en_France

⁸⁸ Rifkin, Jeremy, *The European Dream*, Penguin, New York, 2004, p. 260.

⁸⁹ *Ibid.*

question la définition de l'identité française. À Marseille, la seconde ville de France, où la population compte 10% d'Arabes et 17% de musulmans, on se demande de plus en plus ce qu'est la culture française. Les diasporas musulmanes transforment des parties de la France en une sphère multiculturelle transnationale.⁹⁰ Comme il a été mentionné plus tôt, la plupart de ces immigrants habitent des quartiers pauvres où le taux de criminalité est élevé, ce qui inquiète davantage la population locale. Comme la grande majorité des immigrants musulmans n'arrivent pas vraiment à s'intégrer aux mœurs et coutumes françaises, certains d'entre eux, par sentiment de non-appartenance, sont séduits par des formes extrêmes de fondamentalisme religieux. Il n'est pas rare en France de voir de jeunes filles défendre le port du voile, même si elles sont nées dans la République et qu'elles ne gardent aucun souvenir de leur pays d'origine. Souvent même, les mères de ces filles s'opposent violemment au port du voile musulman, une raison qui les a d'ailleurs poussées à élire domicile en Europe. Pour ces filles, le port du voile est un moyen efficace et, surtout, visible de revendiquer une identité quelconque, à savoir dans ce cas l'identité religieuse.⁹¹

Toutefois, ces besoins d'appartenance peuvent avoir des effets plus radicaux. Al-Qaïda et autres groupes terroristes musulmans ont déjà recruté des jeunes musulmans avec succès sur le territoire français. Ceci accroît manifestement le sentiment d'insécurité des Français, mais la France est loin d'être le seul pays à chercher des moyens de réconcilier ses immigrants musulmans avec le reste de sa population. Les musulmans sont plus de 10 millions à vivre à l'intérieur de l'Union

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ Da Silva, Marina, *Quand les femmes des quartiers sortent de l'ombre* Le Monde diplomatique, septembre 2004.

européenne, et l'on ne compte pas les 5 millions qui habitent les régions des Balkans. Il est estimé que 10 millions de musulmans s'ajouteront à la population européenne au cours de dix prochaines années, et si la Turquie se joint un jour à l'UE, ce sont 60 millions de musulmans qui viendront se joindre aux rangs des Européens. Au fur et à mesure que la population européenne vieillit, il est estimé que les jeunes musulmans auront de plus grandes familles et composeront plus de 10% de la population totale, peut-être même plus, d'ici 2050.⁹² Les diasporas musulmanes turques en Allemagne, pakistanaises au Royaume-Uni et marocaines en Espagne sont des groupes de taille importante et elles transforment la composition de leur pays d'adoption.

Cette montée en flèche de l'influence musulmane inquiète surtout parce que, comme l'explique Rifkin, les musulmans offrent traditionnellement leur allégeance à l'Islam. Selon ce constat, la loyauté envers un État ou une patrie viendrait donc au second rang après la loyauté envers la religion. Ceci est problématique si l'on pense que dans plusieurs cas, les musulmans en Europe occidentale se verront au moins une fois dans leur vie de fidèles confrontés à deux valeurs opposées, à savoir celle véhiculée par leur pays d'adoption et celle de leur foi. Dans plusieurs cas, ce sera la valeur dictée par la religion qui l'emportera au détriment des intérêts nationaux. La loyauté aux autres fidèles de la religion vient donc avant la loyauté envers ces concitoyens. Il a été déconcertant pour plusieurs Européens de réaliser à quel point le soutien de leur diaspora musulmane envers les musulmans des pays arabes était prononcé même après les attentats du 11 septembre 2001. Du soutien politique, financier et même paramilitaire ont été apportés à des réseaux terroristes. En

⁹² Rifkin, Jeremy, *The European Dream*, Penguin, New York, 2004, p. 261.

Allemagne, par exemple, la Fondation de Charité al-Aqsa, l'un des principaux organes de collecte de fonds du Hamas en Occident, récoltait chaque année des millions de dollars qui étaient reversés principalement aux institutions du Hamas dans les territoires administrés par l'Autorité Palestinienne (AP).⁹³ Bien que les valeurs européennes condamnent le financement d'activités terroristes, où qu'elles soient pratiquées dans le monde, les membres de cette fondation jugeaient manifestement que la cause du Hamas était une plus noble cause à défendre que les valeurs démocratiques. La Fondation de Charité Al-Aqsa possédait d'autres branches européennes en Belgique, au Danemark et aux Pays-Bas.

Les craintes face aux immigrants musulmans ont été davantage exacerbées le 11 mars 2004, lorsque des terroristes du Groupe islamique combattant marocain (GICM), soupçonnés d'entretenir des liens avec Al-Qaïda, ont orchestré les attentats sur les trains de la gare de Madrid qui ont tué environ 200 personnes et blessé plus de 1000. Bien que des rapports contradictoires existent sur l'origine précise des responsables de ces attentats, il en résulte que les Espagnols et autres Européens craignent que des terroristes de l'extérieur de l'Union pourraient trouver une niche parmi les populations islamiques déjà établies en Europe, ce qui leur permettrait de recruter des membres sur place et organiser des attaques localement. Doit-on également se rappeler que, même si la plupart des musulmans sont des citoyens paisibles et respectueux de la loi, les attentats du 7 juillet 2005 à Londres n'ont évidemment rien fait pour apaiser les craintes des Européens.

⁹³ Institut du Renseignement, Centre d'Etudes du Terrorisme, décembre 2004 : http://www.intelligence.org.il/fr/6_05/allemand.htm

La responsabilité des États

Comme il a déjà été mentionné, dans un monde incertain, la sécurité devient la valeur suprême à protéger et elle pousse les autres valeurs, y compris celles qui ont le plus d'importance pour nous. Dans notre monde si incertain, toutes ces choses qu'on associait avec la démocratie, telles la liberté personnelle d'expression et d'action, le droit à la vie privée, l'accès à la vérité, peuvent se heurter avec le besoin ultime de sécurité et doivent alors être réduites ou interrompues. C'est du moins ce sur quoi la lutte pour la sécurité insiste et la pratique gouvernementale officielle implique.

La vérité qui a été révélée suite aux inquiétudes post-11 septembre est qu'il est impossible à l'Europe de défendre efficacement ses libertés chez elle et en même temps s'isoler du reste du monde en se préoccupant seulement de ce qui la concerne. Cependant, depuis l'abandon progressif des colonies, l'Europe s'est accoutumée à tourner le dos aux autres pays.

Depuis la fin de la guerre froide, il est rarement contesté que les États-Unis occupent la place de seule et unique superpuissance et les Européens ne sont pas en mesure de leur faire compétition. Il incombe donc au président des États-Unis la lourde tâche de veiller aux problèmes du monde et de contrer les menaces réelles. Mais les menaces à la sécurité, on l'a déjà vu, sont de plus en plus difficiles à discerner et la guerre dite traditionnelle est inadéquate pour la contrer. Jacques Derrida pose ainsi le problème de la nouvelle menace terroriste : « sur notre planète mondialisée, les terroristes ne font pas la guerre, et l'idée d'une « guerre contre le

terrorisme » est soit une allégorie trompeuse, soit un concept insignifiant. »⁹⁴ Le terrorisme mondial contemporain ne peut être associé à aucun des trois types de guerres identifiées par Carl Schmitt, il a y à peine un demi-siècle, à savoir la guerre entre États, la guerre civile et la guerre partisane (de guérilla). Dans l'activité terroriste, le lien entre la violence et le territoire a été complètement effacé.

Jürgen Habermas pousse la réflexion plus loin. Il admet que le terme « guerre » peut être utilisée par les dirigeants américains car toute autre appellation ne correspondrait guère mieux.⁹⁵ Toutefois, il considère l'adoption du terme une grosse erreur autant du point de vue « normatif » que « pragmatique ». Du point de vue normatif, le mot « guerre » implique que les criminels ont le même statut que les soldats ennemis. Du point de vue pragmatique, le mot est également erroné car il demeure impossible de faire la guerre (tel que l'entend le mot) contre un « réseau » qu'on a peine à identifier.

En général, il est admis que le but premier des terroristes est de paralyser et diminuer l'ennemi qu'ils ne peuvent affronter ouvertement. Les terroristes opèrent alors en subjuguant l'ennemi dans un état permanent de peur et d'insécurité. Ils ne possèdent pas d'armes très élaborées mais jouissent de l'avantage qu'ils peuvent pousser les superpuissances à disposer de leurs ressources, favorisant ainsi stratégiquement leur position en semant davantage de craintes parmi la population. De plus, contrairement aux grandes armées imposantes, ils peuvent se déplacer rapidement, sans être remarqués, et frapper sans crier garde. Dans cette stratégie, ils n'ont aucun équivalent et autant qu'essaiera la superpuissance, elle ne pourra

⁹⁴ Borradori, Giovanna, *Qu'est-ce que le terrorisme : entrevue avec Jacques Derrida*, Le Monde diplomatique, février 2004.

⁹⁵ Habermas, Jürgen, *The Postnational Constellation*, p. 17.

pas égaler l'agilité de l'autre. Les superpuissances doivent constamment essayer de s'adapter et de copier les méthodes utilisées par les terroristes, si peu productifs aient pu être les résultats jusqu'à maintenant.

En ce qui a trait aux relations entre l'Europe et les États-Unis, Bauman répond alors au texte « *Power and Weakness* » de Robert Kagan. Soudainement, interprète Bauman, l'Europe semble s'être retrouvée dans une position inconnue et inexplorée. Après s'être immergée goulûment pendant des siècles dans la vision hobbesienne du monde tout particulièrement (mais en aucun cas exclusivement) à l'extérieur de ses frontières, l'Europe semble s'être tranquillement résignée au modèle kantien de paix éternelle. L'ironie est que l'Europe en est arrivée à ce point alors qu'elle se trouve sur une planète hobbesienne qui tente futillement de rejeter ce modèle.⁹⁶ Dans l'opinion de l'Europe contemporaine, la devise « les forts ont raison » n'est plus acceptable. Cependant, les sceptiques diraient que les Européens ont cessé de vanter cette devise que lorsqu'elle a cessé de s'appliquer à eux. Affaiblie et renvoyée au rang de seconde puissance, l'Europe ne peut plus se battre pour ce qu'elle croit juste si elle repose que sur sa seule puissance, aujourd'hui inadéquate pour imposer son point de vue.

Un aspect de la condition planétaire actuelle devient de plus en plus clair au cours des dernières années : le « monde hobbesien » a très peu de chance de se « réformer lui-même ».⁹⁷ Son impact pernicieux et par suite dévastateur aura plutôt tendance, au contraire, de s'accroître et de s'avérer impossible à contrôler. Personne ne peut se sentir en sécurité. Personne, y compris le vainqueur, est

⁹⁶ Bauman, Zygmunt, *Europe : An Unfinished Adventure*, Polity Press, London, 2004.

⁹⁷ *Ibid.*

aujourd'hui à l'abri de ce danger. Les gains octroyés dans cette recherche folle ne sont pas sans risques et le coût des vies humaines perdues au nom de leur défense n'est pas pris en considération.

Libérer sa population de la crainte demeure, plus que jamais, l'une des priorités de tous les gouvernements et doit figurer dans le lot de promesses électorales. Les hommes d'État européens ont très bien compris que leur population avait besoin d'être rassurée. C'est donc à l'État que revient la responsabilité d'assurer que ses citoyens peuvent dormir en toute quiétude. L'Union européenne, malgré ses valeurs nobles, ne peut pas garantir à son citoyen membre, perdu dans la masse, qu'il demeurera en sécurité tant que l'Union existera. Bauman soutient que les jours de l'État social tirent peut-être à leur fin, mais il n'en est certainement pas le cas pour l'État de sécurité.⁹⁸ Même si la sécurité était la principale raison d'être de l'État social, il faut maintenant comprendre que c'est la nature même du mot « sécurité » qui a changé. La sécurité que recherchent actuellement les Européens est celle du corps et des biens personnels. Autrefois, la sécurité s'associait à la sécurité d'emploi, à la qualité de vie en général. Aujourd'hui, les Européens ne craignent plus ceux qui pourraient leur refuser du travail, l'humiliation et le déshonneur. Ils veulent désormais une sécurité contre les intrus sur leur propriété et les étrangers à l'entrée de porte. Ils craignent les rôdeurs et mendiants dans la rue, des agresseurs sexuels, les empoisonneurs d'eau de puit et les pirates de l'air. Ils craignent les immigrants et les attentats. Les craintes ont peut-être les mêmes racines mais se manifestent dans des lieux différents. Pour y remédier, il

⁹⁸ *Ibid*, p. 82.

faut se munir d'outils différents. Ce qui était approprié pour lutter contre le chômage, l'exclusion ou la dégradation sociale ne sert à rien dans la lutte contre le terrorisme.

Ces craintes contemporaines possèdent également une autre caractéristique qui était absente des peurs d'autrefois. Les anciennes peurs étaient des calamités pures et simples – des afflictions qui provoquaient le malheur, des souffrances très réelles qui empêchent de vivre une vie décente et paisible. La cause de ses afflictions – douleurs, faim, maladie, échec, etc. – sont facilement identifiables parce qu'elles sont associées à des besoins matériels. Les « risques » posent un tout autre problème. Ces « risques », tels qu'ils ont été identifiés par Beck, sont ces probabilités d'être atteint par quelque chose que même les armes gouvernementales ont de la difficulté à repérer. Les « risques » sont invisibles : leurs causes sont rarement transparentes. Il faut d'ailleurs en être avisé pour pouvoir les craindre. Beck souligne que parce que l'existence même de ces risques est invisible, par conséquent, leur gravité et intensité sont parfois ignorées (comme c'est le cas, en l'occurrence, des gaz à effet de serre ou du réchauffement planétaire).⁹⁹ Mais l'invisibilité des nouveaux risques entraîne une conséquence beaucoup plus fondamentale. La faim est certes difficilement imaginée ou ignorée – mais les menaces envers la sécurité peuvent l'être et même facilement. Les « risques de sécurité » peuvent non seulement être cachés ou ignorés mais ils peuvent également être *inventés*. Quant aux raisons d'avoir peur pour sa sécurité, elles peuvent être secrètes ou débattues, mais elles peuvent également être fabulées, exagérées ou extrêmement démesurées.

⁹⁹ Beck, Ulrich, *La société du risque*, Aubier, Paris, 2001.

La vulnérabilité humaine et l'incertitude constituent la base de tout pouvoir politique. En Russie stalinienne, la vulnérabilité était produite et reproduite par les forces de l'ordre sous le commandement du pouvoir politique. Dans une société capitaliste moderne, la vulnérabilité, l'incertitude et l'insécurité de l'existence sont assurées par l'exposition aux dangers et caprices de la compétition de marché. Lorsqu'ils requièrent la coopération et le respect de leurs citoyens, les pouvoirs politiques peuvent renforcer la légitimité de leurs exigences sur la promesse de mitiger l'étendu des vulnérabilités et incertitudes actuelles. L'État s'engage envers la population afin de limiter les dégâts perpétrés par le libre cours des forces du marché, de protéger le plus vulnérable contre au moins les coups les plus dévastateurs auxquels elle peut être exposée, et d'assurer les insécurisés contre les risques que toute compétition libre entraîne nécessairement.

Une telle légitimation avait trouvé son expression ultime dans l'État social : on se basait sur la présomption que l'assurance de chaque citoyen contre les coups du destin individuel était la tâche et la responsabilité de toute la communauté des citoyens. À l'heure actuelle, cette formule de pouvoir politique est de plus en plus chose du passé et ne suffit plus à apaiser les esprits. Pour les citoyens, les institutions sociales de l'État sont, une par une, démantelées et tranquillement effacées. Que cela soit vrai ou non, les citoyens ont l'impression que les contraintes auparavant imposées sur les activités d'affaires et sur le libre cours de la compétition de marché sont une à une retirées. On a l'impression que l'État ne s'ingère plus dans la gestion de la vie privée de ses citoyens. Les fonctions protectrices qu'assumait l'État sont modifiées pour servir qu'une minorité de personnes inemployables et invalides (et encore, les mesures ne sont pas

préventives ; elles ne sont mises en œuvre qu'une fois que le désastre ait frappé). Les besoins de cette minorité passent même souvent de la question de soin social à une question de loi, puisque l'incapacité à participer dans les jeux du marché a tendance à être criminalisée. L'État relâche sa responsabilité en ce qui a trait à l'incertitude qui émerge de la logique du libre marché et le citoyen se croit de plus en plus délaissé. Toute vulnérabilité devient alors un problème de nature privée, quelque chose que les individus doivent apprendre à gérer, chacun pour soi, avec leurs ressources personnelles.¹⁰⁰

L'effet secondaire de cette perception est l'affaiblissement des bases sur lesquels le pouvoir étatique repose depuis une grande partie des temps modernes. La croissance fortement notée de l'apathie politique, la perte d'intérêt et d'engagement politiques, ainsi que le retrait massif de la population de la participation dans les politiques institutionnalisées, témoignent tous de l'effondrement des fondations établies du pouvoir étatique. Les porte-parole de la « grande société » font appel à une plus grande flexibilité. Ces jours-ci, le citoyen ne voit que l'incertitude comme remède à son insécurité.

Après avoir annulé ou réduit sévèrement ses anciennes interférences dans l'insécurité produite par le marché, dans l'esprit des citoyens les États-nations d'Europe n'ont donc plus raison d'être. Ils pourraient très facilement se retirer et laisser la gouvernance à l'Union élargie. Si l'État n'est plus interventionniste, à quoi lui sert de s'accrocher à des institutions nationales comme l'armée ? Or, avec l'apparition de nouvelles craintes, les États européens contemporains se sont trouvés une autre variante de vulnérabilité qui n'est pas fondée sur l'économie et sur

¹⁰⁰ Bauman, Zygmunt, *Europe : An Unfinished Adventure*, Polity Press, London, 2004.

laquelle ils peuvent fonder leur légitimité. Ils agissent donc comme s'ils voulaient passer des *États sociaux* aux *États de sécurité*.¹⁰¹ Auparavant, les États misaient sur l'anxiété renforcée par la dérégulation progressive des conditions de vie essentielles, la privatisation des risques et le retrait de l'assurance communale à la sécurité personnelle. Désormais ils renforcent les craintes des menaces envers les corps humains, leurs possessions et leur habitat. Les États rappellent aux citoyens qu'ils sont entourés de criminels, de « sous-classes », de « chercheurs d'asile » et, plus récemment, de terroristes ou d'armes de destruction massive auxquels ces derniers semblent maintenant avoir accès.

Contrairement à l'insécurité issue du marché, qui est très visible et impossible à ignorer, cette insécurité alternative sur laquelle les États misent leurs affirmations rédemtrices doit être créée de manière artificielle et doit au moins être hautement dramatisée et répétée pour qu'elle inspire suffisamment de « peur officielle ». La médiatisation spectaculaire de la peur a pour but, en partie, de faire oublier les inquiétudes liées à l'économie incertaine dans laquelle l'État ne peut pas (et ne désire pas) intervenir.¹⁰² L'autre objectif de cette médiatisation massive des dangers envers la sécurité personnelle veut que leur non-matérialisation apparaisse alors comme un événement extraordinaire, le résultat d'une extrême vigilance et d'une stratégie politique incroyablement bien déployée. C'est un privilège que ne peut s'accorder l'État s'il remet la responsabilité de la sécurité de ses citoyens à un organisme global. D'ailleurs, l'angoisse croissante du citoyen exige par le fait même que l'État investisse davantage dans les moyens de protection à plus petite échelle,

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² *Ibid.*

à savoir dans la sûreté des communautés qui apparaît comme plus pertinente et efficace pour apaiser les esprits.

Ce qui pose problème dans cette question, c'est que le citoyen européen réclame une protection plus près de sa personne et dépend toujours de l'État pour la lui procurer. C'est un phénomène qui est réellement propre à l'Europe. Ne voilà qu'une autre illustration qui démontre que les Européens diffèrent des Américains dans leur perception de la sécurité. Par exemple, les Américains ont toujours prôné la liberté individuelle et ce malgré l'accroissement du niveau de sécurité nationale. Les Américains sont réassurés par leur défense nationale et n'ont pas besoin d'une protection accrue près de leur personne qui soit assurée par l'État. Les lois et mentalités ne sont évidemment pas les mêmes et sont indicatives, encore une fois, des manières dissemblables de percevoir les menaces. Pour le citoyen américain, le droit à la protection est inaliénable, même si cela implique qu'il doit se l'assurer lui-même, sans avoir recours à l'État. Le droit constitutionnel au port de l'arme qu'ont les citoyens américains montre bien cette dissimilitude. Or, la réalité est assurément différente en Europe et les Européens ont le sentiment de dépendre encore de la protection de l'État pour être en sécurité. C'est ainsi qu'en matière de sécurité nationale ou européenne, les citoyens n'arrivent pas à concevoir le bénéfice apporté par la grande armée paneuropéenne, une entité qui ne pourrait pas répondre à leurs besoins de sécurité les plus alarmants.

CONCLUSION

Vulnérabilités et conscience

Le projet de l'armée commune européenne est-il donc voué à l'échec? Pas nécessairement. L'Union européenne est de plus en plus consciente du rôle politico-militaire qu'elle pourrait jouer sur la scène internationale. Malgré les explications et théories qui expliquent son second rang mondial après les États-Unis, il n'est pas certain que l'Europe se contentera à jamais de jouer second violon. L'Europe doit prendre en considération que ses alliés américains ne seront peut-être pas toujours d'accord de défendre ses intérêts, surtout sur son propre continent. De la même manière, l'Europe aimerait parfois avoir le poids politique et militaire de tenir tête aux Américains lorsqu'ils s'engagent dans une mission qui la touche peu.

L'histoire a favorisé la création d'un système de défense commun. Il semble avoir été inscrit dans son développement logique. Depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, la volonté d'enrayer à jamais les conflits armés sur son territoire a allumé chez les Européens la conscience qu'il fallait assurer la sécurité de son continent. Les initiatives qui ont jusqu'à maintenant été mises de l'avant n'ont peut-être pas encore apporté les fruits attendus, mais elles ne sont pas vaines pour autant. L'Union européenne continue de soutenir le projet d'une défense commune et n'a toujours pas enrayeré la possibilité de mettre sur pied une armée qui lui soit propre.

La population européenne en est d'ailleurs de plus en plus consciente et viendra sûrement à appuyer davantage le projet. Ne faut-il par rappeler la réticence première des Européens à abandonner leurs monnaies nationales au profit de l'Euro? Les nouveautés, jusqu'à maintenant plutôt économiques, ont eu des accueils mitigés mais se sont imposées avec le temps. Il en sera certainement de même avec la conception d'une armée paneuropéenne. Selon Rifkin, l'idée d'une force armée de l'Union européenne devient de plus en plus populaire auprès des Européens. En 2001, la Commission de la défense nationale et des forces armées publie un rapport dans lequel on indique que 42% des Européens estiment que la politique de défense européenne devrait être la responsabilité de l'Union. Seulement 24% croiraient que cette responsabilité devrait rester celle des gouvernements nationaux, alors que 20% pensent que l'OTAN devrait être responsable de la défense européenne.¹⁰³

Mais si le projet n'a pas encore pris naissance, c'est à cause de plusieurs facteurs. Les raisons politiques qui expliquent le manque d'investissement de la part des Européens dans le projet de défense commune ont apporté une partie de la réponse. Il est vrai, la politique de défense européenne doit se redéfinir. Elle doit pouvoir s'éloigner de l'ancienne vision de la défense territoriale telle qu'elle est conçue sous l'État-nation et embrasser sa vision propre du maintien de la paix selon sa mission civilisatrice postmoderne.

Les Européens jusqu'à maintenant ont été réticents à s'engager financièrement dans l'accroissement de leurs ressources militaires. Mais cela n'est pas pour autant parce qu'ils refusent l'engagement général dans la défense. Il faut

¹⁰³ Rifkin, Jeremy, *The European Dream*, Penguin, New York, 2004, p. 314.

comprendre que les Européens ont une vision autre de la sécurité et de la manière qu'il faut agir pour l'assurer. Ils sont probablement plus conscients, peut-être justement par leurs situations géographique et démographique si différentes des Américains, de la faiblesse de la frontière. Ils ne cherchent pas à imposer une puissance militaire hobbesienne comme peuvent se le permettre les États-Unis qui sont éloignés de la source de leur insécurité. Les Européens veulent gérer leur sécurité autrement, en partie parce qu'ils ont des principes différents, mais également parce que la source de leur insécurité est aussi très différente.

Par ailleurs, ce sur quoi il faut insister, c'est que ce sont des raisons sociologiques, trop souvent négligées, qui viennent compléter le portrait. Les Européens craignent « l'ennemi infiltré » qui rôde déjà parmi sa population. La menace envers sa sécurité se trouve au sein de sa société et il est pratiquement impossible à détecter. L'Europe ayant pendant longtemps réévalué son identité, elle s'est enfin définie par des valeurs qui lui sont distinctes.¹⁰⁴ Personne, encore moins les Européens, n'est sans savoir qu'une communauté bâtie autour de valeurs abstraites est plus fragile qu'une société bien définie par une culture et une langue commune. C'est donc pour cette raison que les Européens redoutent l'infiltration des ces « ennemis invisibles » qui, avec leur culture d'origine si différente de la leur, menacent de détruire les valeurs qui donnent à l'Europe tout son sens.

En terme de conclusion, il sera bon surtout de retenir que les besoins en matière de sécurité sont particuliers en Europe et exigent des solutions différentes que celle qu'on applique ailleurs. Mais la tendance est quand même d'aller vers une

¹⁰⁴ Sur cette question, Bauman appuie Tzvetan Todorov qui dénombre la rationalité, la justice et la démocratie comme valeurs distinctes de l'Europe.

plus grande expansion. Les États-nations avaient été institués pour répondre à un plus grand besoin de sécurité auxquels les seigneurs régionaux ne pouvaient plus répondre. À l'ère moderne, les améliorations considérables dans les moyens de communication et de transport ont entraîné un accroissement de la densité des populations et des activités. Il s'ensuivait que les menaces envers la sécurité personnelle ont également augmenté. C'est alors que les États-nations se sont implantés pour répondre à ce nouveau besoin.¹⁰⁵

Mais il est évident que la menace envers la sécurité a désormais une proportion encore plus étendue. Les risques d'aujourd'hui ont une portée transnationale et ne s'arrêtent pas aux frontières. Les États-nations sont maintenant trop restreints dans le temps et l'espace pour contrer ces nouveaux risques. Les États-nations avaient été pensés pour assurer la protection de la propriété et d'un territoire délimité. Bien qu'il semble plus naturel pour les citoyens d'Europe d'approcher les chefs de l'État-nation pour contrer les menaces envers leur propriété et leur personne, ils devront tôt ou tard avouer que l'État-nation n'a pas été conçu pour gérer les nouvelles formes de menaces et risques mondiaux.

Éventuellement, on peut croire que les membres de l'Union européenne se mettront à concevoir que la menace transnationale est tout aussi sérieuse que celle qui s'opère à un plan local et qu'en fait, l'une est issue de l'autre. Cette réalisation, déjà fortement en voie, incitera les Européens à percevoir leur sécurité comme un phénomène qui dépasse les limites du territoire national qu'ils occupent. L'État-nation deviendra peu à peu dépassé et l'Union européenne pourra pleinement assumer son rôle de protection de l'espace et des valeurs de l'Union.

¹⁰⁵ Rifkin, Jeremy, *The European Dream*, Penguin, New York, 2004.

BIBLIOGRAPHIE

Ackerman, Bruce, *States of Emergency: Don't Panic*, Yale Law School, 7 February 2002.

Ackerman, Bruce, "Don't Panic", *London Review of Books*, vol. 24, no. 3, February 2002.

Agguire, Mariano, *L'OTAN, au service de quelle sécurité?*, *Le Monde diplomatique*, avril 1996.

Aron, Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Calamann-Lévy, Paris, 1962.

Balibar, Étienne, *Europe, Vanishing Mediator*, conférence donnée à the Humboldt-Universität, Berlin.

Balibar, Étienne, *Europe, médiation évanouissante*, dans *L'Europe, l'Amérique et la guerre*, Éditions la Découverte, 2003.

Balibar, Étienne, *L'Europe, l'Amérique, la guerre – Réflexions sur la médiation européenne*, La Découverte, Paris, 2003.

Barnier, Michel, *Europe, la leçon des Balkans*, 2 juillet 2003.

Bauman, Zigmunt, *Society Under Siege*, Polity Press, Cambridge, 2003.

Bauman, Zigmunt, *Liquid Modernity*, Polity Press, Cambridge, 2000.

Bauman, Zigmunt, *Europe – An Unfinished Adventure*, Polity Press, Cambridge, 2004.

Bauman, Zygmunt, *Guerre de reconnaissance sur la frontière planétaire*, *Esprit*, no. 290, décembre 2002.

Bauman, Zygmunt, *Europe of Strangers*:
www.transcomm.ox.ac.uk/working%20papers/bauman.pdf

Beck, Ulrich, *La société du risque : Sur la voie d'une autre modernité*, Aubier, Paris, 2001.

Beck, Giddens & Lash, *Reflexive Modernization: Politics, Traditions and Aesthetics in the Modern Social Order*, Stanford University Press, 1994.

Béhar, Pierre, *Entre Paris et Berlin, une alliance de raison*, Le Monde diplomatique, mai 2004.

Berghezan, Georges, *Flux d'armes en Bosnie*, GRIP, 11 août 1998.

Brève histoire de l'Union européenne, Le Monde diplomatique, sur le web : <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/europe/histoire>

Chomsky, Noam, *Terrorisme, l'arme des puissants*, Le Monde diplomatique, décembre 2001.

Corten, Olivier, *La sécurité collective, un rêve contrarié*, Le Monde diplomatique, septembre 2005.

Dajoux, Sylvain, *Une défense européenne sans l'OTAN?*, Pena – IEP de Rennes, 20 décembre 2002.

De La Gorce, Paul-Marie, *Retour honteux de la France dans l'OTAN*, Le Monde diplomatique, Paris, janvier 1996.

De La Gorce, Paul-Marie, *L'OTAN, un instrument de l'hégémonie américaine*, Le Monde diplomatique, Paris, 23 avril 1999.

Dempsey, Judy, *German proposes a European Army*, International Herald Tribune, November 6, 2006.

Dizdarevic, Svebor, *Quand l'Alliance atlantique se substitue aux Nations unies : Bosnie, la paix sans la démocratie*, Le Monde diplomatique, janvier 1996.

EUROPA, *Tour d'Horizon des activités de l'Union européenne, Politique étrangère et de sécurité*.

EUROPE, *Politique étrangère et sécurité*, mars 2006, http://europa.eu/pol/cfsp/overview_fr.htm

Evans-Pritchard et Smith, Michael, *German to lead Euro-army*, Daily Telegraph.

Fekete, Liz, *Anti-Muslim Racism and the European Security State*, Race & Class, vol. 46, no. 1, pp. 3-29, July 2004.

Fontaine, Pascal, *Douze leçons sur l'Europe*, EUROPA, octobre 2003.

Garton Ash, Timothy, *The Peril of Too Much Power*, New York Times, 9 April 2002

Global Security, www.globalsecurity.org

Gluckmanns, André, *Ouest contre ouest*, Éditions Plon, 2003.

Habermas, Jürgen, *Qu'est-ce que le terrorisme?*, Le Monde diplomatique, avril 2004.

Hannan, Daniel, *Don't laugh: the European Army is on the march*, Daily Telegraph, 13 avril 2003.

Heise, Volker, *Une armée pour l'Europe?*, Thema – L'Europe et la Défense, ARTE.

Ioannides, Isabelle, *The European Rapid Reaction Force*, Bonn International Center for Conversion (BICC), septembre 2002.

Kagan, Robert, *Power and Weakness*, Policy Review, No. 113, June 2002.

Kagan, Robert, *Of Paradise and Power*, Vintage Books, New York, 2003.

Kagan, Robert & Kristol, William, *Present Dangers : Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy*,

L'Irak déchire l'OTAN, Le Devoir, 11 février 2003.

Le Boucher, Éric, «*Le 11 septembre, tournant de la mondialisation*», Le Monde, 25 octobre 2001,

Manent, Pierre, *Cours familial de philosophie politique*, Fayard, 2001.

Patten, Chris, CH. *A European Foreign Policy: Ambition and Reality*, Discours donné à l'Institut français des relations internationales (IFRI), Paris, 15 juin 2000.

Rifkin, Jeremy, *Rêve américain, rêve européen*, Le Monde diplomatique, mai 2005.

Rifkin, Jeremy, *The European Dream*, Polity Press, Cambridge, 2004.

Robert, Philippe, *Une généalogie de l'insécurité contemporaine*, Esprit, no. 290, decembre 2002.

Said, Edward, *Waiting on a Countervailing Force: Europe Versus America*, Counterpunch, 16 November 2002.

Said, Edward, *Europe versus America*, Counterpunch, November 2002.

Sharpf, Fritz, *La diversité légitime, un nouveau défi de l'intégration européenne*, Revue française de science politique, vol 52, no. 5-6, pp. 609-639, 2002.

Singer, Peter Warren, *Un métier vieux comme le monde*, Le Monde diplomatique, novembre 2004.

Union de l'Europe Occidentale, *Historique de l'UEO*, sur site
http://www.weu.int/index_fr.html.

Wallerstein, Immanuel, conference "*L'Amérique et le monde: les Twin Towers comme métaphore*", 5 décembre 2001.

Wikipédia, <http://fr.wikipedia.org>